

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 12.** Le Premier Ministre, la Ministre de l'Égalité des chances, la Ministre des Classes moyennes, des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture, le Ministre de la Simplification administrative, le Ministre de la Coopération au développement, le Ministre compétent pour le Développement durable, sont chargés de l'exécution de cet arrêté chacun pour ce qui les concerne.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Égalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

La Ministre des P.M.E.,  
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de la Simplification administrative,  
O. CHASTEL

Le Ministre de la Coopération au développement,  
J.-P. LABILLE

Le Ministre des Finances,  
K. GEENS

Le Secrétaire d'État au Développement durable,  
S. VERHERSTRAETEN

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

**Art. 12.** De Eerste Minister, de Minister van Gelijke kansen, de Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen, de Minister van Administratieve vereenvoudiging, de Minister van Ontwikkelingssamenwerking, de Minister bevoegd voor Duurzame Ontwikkeling zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Gelijke kansenbeleid,  
Mevr. J. MILQUET

De Minister van K.M.O.'s,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Administratieve Vereenvoudiging,  
O. CHASTEL

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,  
J.-P. LABILLE

De Minister van Financiën,  
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,  
S. VERHERSTRAETEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/00824]

21 DECEMBRE 2013. — *Loi portant des dispositions diverses Intérieur (1)*

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — *Police*

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions relatives à la protection de l'uniforme de la police intégrée*

**Art. 2.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par "uniforme policier" une partie ou la totalité de l'équipement de la police intégrée qui correspond aux caractéristiques et tailles de l'uniforme de la police intégrée prévues dans les dispositions réglementaires et leurs mesures d'exécution et qui porte le logo de la police ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de celles-ci.

Est assimilée à cet uniforme policier une imitation, une réplique ou une copie plus ou moins fidèle de cet uniforme policier ou d'un vêtement ou d'un objet qui peut être considéré par toute personne raisonnable comme étant une pièce de l'uniforme policier et qui porte le logo de la police ou tout dérivé de celui-ci, quelle qu'en soit la couleur, ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de ceux-ci.

**Art. 3.** Sauf dans les cas visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, toute personne physique ou morale qui achète ou vend, à distance ou non, met en vente, loue ou met en location, offre en location, donne ou reçoit en dépôt ou en gage, emprunte ou prête, fabrique ou importe, la totalité ou une pièce de l'uniforme policier, visé à l'article 2, est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 euros à 50.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/00824]

21 DECEMBER 2013. — *Wet houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken (1)*

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — *Politie*

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen betreffende de bescherming van het uniform van de geïntegreerde politie*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder "politie-uniform", een deel of het geheel van de uitrusting van de geïntegreerde politie dat beantwoordt aan de reglementair vastgestelde kenmerken en maten van het uniform van de geïntegreerde politie en hun uitvoeringsbepalingen en dat het politielogo of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt.

Met dit politie-uniform wordt gelijkgesteld een al dan niet natuurgetrouwe imitatie, replica of kopie van dit politie-uniform of een kledingstuk of voorwerp dat voor elke redelijke persoon kan worden beschouwd als een onderdeel van het politie-uniform en dat het politielogo of elk afgeleide hiervan, ongeacht de kleur, of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt.

**Art. 3.** Behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 6, § 1, wordt elke natuurlijke of rechtspersoon die het geheel of een onderdeel van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, koopt of verkoopt, al dan niet op afstand, in koop aanbiedt, huurt of verhuurt, in huur aanbiedt, in pand geeft of krijgt, in bewaring geeft of krijgt, leent of ontleent, vervaardigt of invoert, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar, en met een geldboete van 50 euro tot 50.000 euro, of met één van die straffen alleen.

**Art. 4.** Sauf dans le cas visé à l'article 6, § 2, et sans préjudice de l'article 228 du Code pénal, est puni d'une amende de 200 euros à 1.000 euros, toute personne qui porte l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, alors qu'elle n'y est pas autorisée, même sans l'intention de faire croire qu'elle a des compétences policières.

**Art. 5.** Sans préjudice de l'article 228 du Code pénal, est puni d'une amende de 200 euros à 1.000 euros, toute personne qui, frauduleusement ou de façon malveillante, porte l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 2.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'article 3 ne s'applique pas à :

1° la fabrication et la conservation d'échantillons de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, également en sous-traitance, dans le cadre de la participation à un marché public lancé par la police fédérale;

2° la fabrication, également en sous-traitance, et la vente à la police fédérale de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par quiconque s'est vu attribuer le marché public par la police fédérale;

3° la vente et la mise en vente de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par le point de vente officiel désigné par la police fédérale et la mise à disposition de ces pièces par la police fédérale;

4° la fabrication et conservation d'échantillons de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, également en sous-traitance, dans le cadre de la participation à un marché public lancé par la police locale;

5° la fabrication, également en sous-traitance, de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par quiconque s'est vu attribuer le marché public par la police locale;

6° la vente et la mise en vente de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par quiconque s'est vu attribuer le marché public par la police locale, aux membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, sur présentation de la carte de légitimation dont ils sont titulaires et de leur carte d'identité, ou au responsable de la logistique de la zone de police locale et également la mise à disposition de ces pièces par la zone de police locale;

7° l'achat de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, sur présentation de la carte de légitimation dont ils sont porteurs et de leur carte d'identité, ou par le responsable de la logistique de la zone de police locale soit, auprès de quiconque s'est vu attribuer le marché public par la zone de police locale ou par la police fédérale soit, auprès du point de vente officiel de la police fédérale;

8° la réception et la conservation par les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, qu'ils ont achetées ou qui ont été mises à leur disposition par la police locale ou la police fédérale;

9° la conservation des pièces de l'équipement de base de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par le membre du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, qui part à la pension ou en cas de décès, par ses héritiers au premier degré ou par son cohabitant légal, à condition que ces pièces ne soient pas portées et ne soient pas cédées ou prêtées ni à titre gratuit ni contre paiement, sauf avec l'autorisation, selon le cas, du chef de corps ou du commissaire général, ou du service qu'ils désignent;

10° les exceptions fixées par arrêté royal et accordées par, selon le cas, le chef de corps, le commissaire général ou le service qu'ils désignent.

§ 2. L'article 4 ne s'applique pas au port de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, par des personnes autres que les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, avec l'autorisation expresse écrite et préalable, selon le cas, du chef de corps ou du commissaire général ou du service qu'ils désignent.

**Art. 4.** Behoudens in het geval bedoeld in artikel 6, § 2, en onverminderd artikel 228 van het Strafwetboek wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 1.000 euro, elke persoon die het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, draagt terwijl hij hiertoe niet gerechtigd is, zelfs zonder het oogmerk te doen geloven dat hij politiebevoegdheden heeft.

**Art. 5.** Onverminderd artikel 228 van het Strafwetboek wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 1.000 euro, elke persoon die, bedrieglijk of kwaadwillig, het politie-uniform bedoeld in artikel 2, tweede lid draagt.

**Art. 6.** § 1. Artikel 3 is niet van toepassing op :

1° het vervaardigen en bewaren van stalen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, ook in onderaanneming, in het raam van de deelname aan een overheidsopdracht uitgeschreven door de federale politie;

2° het vervaardigen, ook in onderaanneming, en verkopen aan de federale politie van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door eenieder aan wie de overheidsopdracht door de federale politie werd toegewezen;

3° het verkopen en het te koop aanbieden van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door het officiële verkooppunt aangewezen door de federale politie en de terbeschikkingstelling van deze onderdelen door de federale politie;

4° het vervaardigen en bewaren van stalen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, ook in onderaanneming, in het raam van de deelname aan een overheidsopdracht uitgeschreven door de lokale politie;

5° het vervaardigen, ook in onderaanneming, van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door eenieder aan wie de overheidsopdracht door de lokale politie werd toegewezen;

6° het verkopen en het te koop aanbieden van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door eenieder aan wie de overheidsopdracht door de lokale politie werd toegewezen, aan de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, op vertoon van het legitimatiebewijs waarvan zij houder zijn en hun identiteitskaart, of aan de logistiek verantwoordelijke van de lokale politiezone en tevens de terbeschikkingstelling van deze onderdelen door de lokale politiezone;

7° het kopen van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten op vertoon van het legitimatiebewijs waarvan zij houder zijn en hun identiteitskaart, of door de logistiek verantwoordelijke van de lokale politiezone hetzij bij eenieder waaraan de overheidsopdracht door een lokale politiezone of de federale politie werd toegewezen hetzij bij het officiële verkooppunt van de federale politie;

8° het in bewaring nemen en houden door de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, van de door hen aangekochte of de door de lokale politie of federale politie aan hen ter beschikking gestelde onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid;

9° het bewaren van de onderdelen van de basisuitrusting van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door het personeelslid van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, dat met pensioen gaat of door zijn erfgenamen in de eerste graad of de wettelijk samenwonende partner bij overlijden, op voorwaarde dat deze onderdelen niet worden gedragen en noch gratis of tegen betaling worden afgestaan of uitgeleend, behalve met de toestemming van, naargelang van het geval, de korpschef dan wel de commissaris-generaal, of de dienst die zij aanwijzen;

10° de uitzonderingen bepaald bij koninklijk besluit en toegekend door, naargelang van het geval, de korpschef, de commissaris-generaal of de dienst die zij aanwijzen.

§ 2. Artikel 4 is niet van toepassing op het dragen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door anderen dan de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, indien uitdrukkelijke voorafgaande schriftelijke toestemming wordt verkregen van, naargelang van het geval, de korpschef dan wel de commissaris-generaal of de dienst die zij aanwijzen.

**Art. 7.** Les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux infractions visées aux articles 3, 4 et 5.

**Art. 8.** En cas d'infraction visée aux articles 3, 4 et 5 et, sans préjudice de l'article 42 du Code pénal, les biens qui constituent l'objet de l'infraction et les biens qui ont servi à la commettre ou qui étaient destinés à la commettre, même si ces biens n'appartiennent pas au condamné, ainsi que les avantages patrimoniaux résultant de l'infraction, sont saisis et le tribunal prononce la confiscation spéciale de ces biens et de ces avantages patrimoniaux.

**Art. 9.** En cas de nouvelle infraction visée aux articles 3, 4 et 5, l'emprisonnement est d'au moins six mois, et/ou l'amende de minimum 150 euros, si le condamné a commis le nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine.

**Art. 10.** Le Roi peut arrêter les modalités concernant la reprise et la destruction de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives au transfert de certains membres du personnel des administrations communales vers le cadre administratif et logistique des zones de police*

**Art. 11.** Les membres du personnel contractuels d'une administration communale qui depuis la création de la zone de police comprenant la commune en question, ont exécuté, dans les faits, uniquement des prestations pour le compte de la police locale, peuvent être transférés vers le cadre administratif et logistique du corps de la police locale concerné.

Le transfert n'est possible que :

a) sur proposition du conseil communal concerné et moyennant le consentement du conseil de police concerné, sauf au sein d'une zone mono-communale où une délibération du conseil communal dans ce cadre suffit;

b) à concurrence du nombre d'emplois vacants par niveau dans le cadre du personnel du cadre administratif et logistique de la zone de police concernée;

c) moyennant la candidature des membres du personnel concernés.

**Art. 12.** La candidature d'un membre du personnel est uniquement recevable pour ce transfert s'il satisfait aux conditions visées à l'article 19 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, notamment aux exigences de diplôme liées à l'emploi pour lequel il est candidat.

**Art. 13.** Si le membre du personnel réussit les épreuves de sélection visées à l'article 19, 8°, de la loi visée à l'article 12, qui donnent accès au grade et, le cas échéant, à la classe auxquels il postule, le conseil communal ou de police nomme le membre du personnel dans la fonction du cadre administratif et logistique de la zone de police pour laquelle il s'est porté candidat et dans le grade et, le cas échéant, dans la classe qui y sont liés.

Toutefois, lorsque cet emploi est visé à l'article 26 de la loi précitée, il est conclu un contrat de travail.

S'il y a plusieurs candidats pour un emploi vacant, qui remplissent tous les conditions pour être transférés, le conseil communal ou de police nomme le candidat jugé le plus apte ou, dans le cas visé à l'alinéa 2, conclut un contrat de travail avec lui.

**Art. 14.** Pour le calcul de l'ancienneté de niveau, de grade et de classe du membre du personnel transféré, sont prises en compte toutes les périodes de service effectif exécutées par ce dernier au sein de l'administration communale respectivement dans le niveau correspondant, le grade correspondant et la classe correspondante.

Pour le calcul de l'ancienneté de service, il est pris en compte toutes les périodes d'activité de service prestées en tant qu'employé communal.

**Art. 15.** Le membre du personnel transféré obtient l'échelle de traitement de base du groupe d'échelles de traitement lié à son grade. Toutefois, l'échelle de traitement dont bénéficiait le membre du personnel à l'administration communale avant le transfert est sauvegardée.

L'ancienneté pécuniaire acquise à l'administration communale est maintenue sauf si le calcul de cette ancienneté en vertu des articles XI.II.3 à XI.II.9 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position

**Art. 7.** De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en het artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5.

**Art. 8.** In geval van een inbreuk bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5, en onverminderd artikel 42 van het Strafwetboek, worden de goederen die het voorwerp van de inbreuk zijn en de goederen die daartoe gediend hebben of die ertoe bestemd waren, zelfs als deze goederen geen eigendom zijn van de veroordeelde, alsook de eventuele vermogensvoordelen voortvloeiend uit de inbreuk, in beslag genomen en spreekt de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring uit van deze goederen en vermogensvoordelen.

**Art. 9.** Ingeval van herhaling van een inbreuk bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5 bedraagt de gevangenisstraf ten minste zes maanden en/of de geldboete ten minste 150 euro, indien de veroordeelde het nieuwe wanbedrijf pleegt voordat vijf jaren zijn verlopen sinds hij zijn straf heeft ondergaan of sinds zijn straf verjaard is.

**Art. 10.** De Koning kan de nadere regelen bepalen met betrekking tot de terugname en vernietiging van onderdelen van het politieuniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de overplaatsing van sommige personeelsleden van gemeentelijke administraties naar het administratief en logistiek kader van de politiezones*

**Art. 11.** De contractuele personeelsleden van een gemeentelijke administratie die feitelijk, sedert de oprichting van de politiezone die de desbetreffende gemeente omvat, uitsluitend prestaties hebben verricht ten behoeve van de lokale politie, kunnen worden overgeplaatst naar het administratief en logistiek kader van het betrokken korps van de lokale politie.

De overplaatsing is enkel mogelijk :

a) op voorstel van de betrokken gemeenteraad en mits instemming van de betrokken politieraad, tenzij in een ééngemeentezone waar een beraadslaging van de gemeenteraad daartoe volstaat;

b) ten belope van het aantal vacante betrekkingen per niveau in de personeelsformatie van het administratief en logistiek kader van de betrokken politiezone;

c) mits de kandidaatstelling van de betrokken personeelsleden.

**Art. 12.** De kandidaatstelling van een personeelslid voor die overplaatsing is slechts ontvankelijk indien het voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 19 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, inzonderheid de diplomaveristen verbonden aan het ambt waarvoor het kandidaat is.

**Art. 13.** Indien het personeelslid slaagt voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de graad en in voorkomend geval, de klasse waarvoor het kandideert, en die bedoeld zijn in artikel 19, 8°, van de in artikel 12 bedoelde wet, benoemt de gemeente- of politieraad het personeelslid in het ambt van het administratief en logistiek kader van de politiezone waarvoor het heeft gekandideerd en in de daaraan verbonden graad en, in voorkomend geval, klasse.

Indien dat ambt evenwel is bedoeld in artikel 26 van voornoemde wet, wordt een arbeidsovereenkomst afgesloten.

Indien er meerdere kandidaten zijn voor een vacante betrekking, die allen aan de voorwaarden voldoen om te worden overgeplaatst, benoemt de gemeente- of politieraad de meest geschikt bevonden kandidaat of, in het in het tweede lid bedoelde geval, sluit hij met hem een arbeidsovereenkomst af.

**Art. 14.** Voor de berekening van de niveau-, graad- en klasseancienniteit van het overgeplaatste personeelslid komen alle periodes van werkelijke dienst die het personeelslid bij de gemeentelijke administratie in respectievelijk het overeenstemmende niveau, de overeenstemmende graad en de overeenstemmende klasse heeft verricht, in aanmerking.

Voor de berekening van de dienstancienniteit komen alle periodes van als gemeentelijk ambtenaar gepresteerde dienstactiviteit in aanmerking.

**Art. 15.** Aan het overgeplaatste personeelslid wordt de basisloonschaal van de aan zijn graad verbonden loonschalengroep toegekend. De loonschaal die het personeelslid bij de gemeentelijke administratie genoot vóór de overplaatsing wordt evenwel gevrijwaard.

Het behoudt de geldelijke ancienniteit die het had verworven bij de gemeentelijke administratie, tenzij de berekening van die ancienniteit overeenkomstig de artikelen XI.II.3 tot XI.II.9 van het koninklijk besluit

juridique du personnel des services de police (PJPo), lui est plus favorable.

Le membre du personnel transféré peut s'inscrire immédiatement à une formation certifiée.

### CHAPITRE 3. — Dispositions modificatives

#### Section 1<sup>re</sup>. — Modifications de la loi sur la fonction de police

**Art. 16.** L'article 4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifié par la loi du 7 décembre 1998, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le Roi fixe les cas où la qualité d'agent ou d'officier de police administrative d'un membre du personnel qui est employé en dehors des services de police est suspendue."

**Art. 17.** L'article 47 de la même loi, modifié par les lois du 7 décembre 1998 et du 15 mai 2007, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Le Roi détermine l'autorité compétente en matière de responsabilité civile pour les fonctionnaires de police qui sont employés par un autre service.

Le Roi détermine également les cas dans lesquels les fonctionnaires de police sont employés par un autre service, tel que visé à l'alinéa 6."

**Art. 18.** A l'article 52 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 décembre 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

"Le fonctionnaire de police ou l'ex-fonctionnaire de police visé à l'article 47 qui, pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions, souhaite se faire assister d'un avocat comme prévu à l'article 47bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du Code d'instruction criminelle ou à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'article 2bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et 5, à l'article 16, § 2, alinéa 2, et à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, bénéficie de l'assistance en justice d'un avocat à charge de la commune, de la zone pluricommunale ou de l'Etat;"

2° à l'alinéa 3 qui devient l'alinéa 4, les mots "aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2" sont remplacés par les mots "aux alinéas 2 et 3".

#### Section 2. — Modification de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public

**Art. 19.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007, les mots "les membres du cadre administratif et logistique des services de police qui sont employés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent, à leur demande, répartir les prestations qu'ils effectuent dans le cadre de la semaine volontaire de quatre jours sur cinq jours ouvrables par semaine" sont remplacés par les mots "les membres du personnel des services de police peuvent demander une autre répartition par semaine des prestations qu'ils effectuent dans le cadre de la semaine volontaire de quatre jours".

#### Section 3. — Modifications de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux

**Art. 20.** Dans l'article 7 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Il donne obligatoirement son avis sur chaque projet de loi et arrêté confiant de nouvelles missions officielles à la police locale ou fédérale."

**Art. 21.** L'article 56 de la même loi est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Le conseil communal ou le conseil du police peut, par législature en cours, déléguer cette compétence, selon le cas, au bourgmestre ou au collège de police.

Si le bourgmestre ou le collège de police a l'intention de s'écarter de l'ordre établi à l'issue de la procédure de sélection, le conseil communal ou le conseil de police reste compétent."

**Art. 22.** Dans l'article 86, 3°, de la même loi, les mots ", ainsi que celles du bourgmestre ou du collège de police, prises suite à une délégation de compétences conférée par le conseil communal ou le conseil de police," sont insérés entre les mots "du conseil communal ou du conseil de police" et les mots "relatives au recrutement,".

van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo), voor hem voordeliger is.

Het overgeplaatste personeelslid kan zich onmiddellijk inschrijven voor een gecertificeerde opleiding.

### HOOFDSTUK 3. — Wijzigingsbepalingen

#### Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet op het politieambt

**Art. 16.** Artikel 4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, gewijzigd bij de wet van 7 december 1998, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De Koning bepaalt de gevallen waarin de hoedanigheid van agent of officier van bestuurlijke politie van een personeelslid dat buiten de politiediensten is tewerkgesteld, wordt geschorst."

**Art. 17.** Artikel 47 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 7 december 1998 en 15 mei 2007, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"De Koning bepaalt de bevoegde overheid betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid voor de politieambtenaren die door een andere dienst worden aangewend.

De Koning bepaalt tevens in welke gevallen de politieambtenaren door een andere dienst zoals bedoeld in het zesde lid worden aangewend."

**Art. 18.** In artikel 52 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt vóór het eerste lid een lid ingevoegd, luidende :

"De in artikel 47 bedoelde politieambtenaar of ex-politieambtenaar die, voor daden gesteld in de uitoefening van zijn functies, beroep wenst te doen op bijstand van een advocaat zoals voorzien in artikel 47bis, § 2, eerste lid, 3°, van het Wetboek van strafvordering of in artikel 2bis, § 1, eerste lid, in artikel 2bis, § 2, eerste en vijfde lid, in artikel 16, § 2, tweede lid, en in artikel 20, § 1, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de gemeente, de meergemeentezone of de Staat."

2° in het derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden "het eerste en tweede lid" vervangen door de woorden "het tweede en derde lid".

#### Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector

**Art. 19.** In artikel 7, § 1, tweede lid, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, ingevoegd bij de wet van 1 maart 2007, worden de woorden "de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten die tewerkgesteld zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op hun vraag, de prestaties die zij in het raam van de vrijwillige vierdagenweek verrichten, over vijf werkdagen per week spreiden" vervangen door de woorden "de personeelsleden van de politiediensten een andere spreiding op weekbasis vragen van de prestaties die zij in het raam van de vrijwillige vierdagenweek verrichten".

**Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus**

**Art. 20.** In artikel 7 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

"Zijn advies is verplicht bij elk ontwerp van wet of besluit dat nieuwe officiële opdrachten toekent aan de lokale of federale politie."

**Art. 21.** Artikel 56 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"De gemeenteraad of de politieraad kan, per lopende legislatuur, die bevoegdheid delegeren, naar gelang van het geval, aan de burgemeester of het politiecollege.

Wanneer de burgemeester of het politiecollege de bedoeling heeft om af te wijken van de rangorde opgesteld na de selectieprocedure, blijft de gemeenteraad of de politieraad bevoegd."

**Art. 22.** In artikel 86, 3°, van dezelfde wet worden de woorden ", alsook die van de burgemeester of het politiecollege, genomen in gevolge bevoegdheidsdelegatie door de gemeenteraad of de politieraad," ingevoegd tussen de woorden "de gemeenteraad of de politieraad" en de woorden "houdende aanwerving,".

**Art. 23.** Dans l'article 108*bis*, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 20 juin 2006, les mots "sont nommés ou engagés par le ministre" sont remplacés par les mots "sont nommés par le ministre ou engagés par le directeur général de l'appui et de la gestion de la police fédérale".

**Art. 24.** L'article 138, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le Roi fixe les cas où la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire d'un membre du personnel qui est employé en dehors des services de police est suspendue."

**Art. 25.** A l'article 142sexies de la même loi, inséré par la loi du 31 mai 2001 et modifié par les lois du 26 avril 2002 et du 3 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots "niveau 2" sont remplacés par les mots "niveau C";

2° dans l'alinéa 3, les mots "niveau 2+" sont remplacés par les mots "niveau B";

3° dans l'alinéa 4, les mots "niveau 1" sont remplacés par les mots "niveau A".

*Section 4.* — Modification de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police

**Art. 26.** Dans l'article 9, alinéa 2, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, les mots "ou pour des organismes externes du pouvoir exécutif fédéral dans lesquels des membres du personnel des services de police sont employés" sont insérés entre les mots "un même groupe de services" et les mots ", plusieurs comités de concertation".

*Section 5.* — Modifications de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police

**Art. 27.** L'article 4 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police est complété par le § 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Les militaires visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, peuvent, à leur demande et avec l'accord de l'autorité compétente, rester en activité au-delà de l'âge de mise à la retraite obligatoire et ce, jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans.

Le maintien en activité de ces militaires au-delà de 65 ans peut être autorisé dans les conditions et selon la procédure visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat.

Par dérogation au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les militaires n'ont plus la possibilité de réintégrer les Forces armées après l'âge de mise à la retraite afférant au grade dont ils sont revêtus."

**Art. 28.** Dans l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le 4° est complété par les mots "quel que soit le choix du statut visé à cet article".

**Art. 29.** Dans l'article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le 4° est complété par les mots "quel que soit le choix du statut visé à cet article".

*Section 6.* — Modifications de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ("PJPol")

**Art. 30.** Dans l'article VII.II.4, 2°, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol), confirmé par la loi du 26 avril 2002, les mots "niveau 1" sont remplacés par les mots "niveau A".

**Art. 31.** L'article XII.IV.7 du même arrêté, inséré par la loi du 3 juillet 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi est maintenue en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire, à condition que l'autorité visée à l'article VI.II.15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le décide et que cela soit mentionné comme tel dans l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1<sup>er</sup>."

**Art. 23.** In artikel 108*bis*, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juni 2006, worden de woorden "door de directeur-generaal van de ondersteuning en het beheer van de federale politie" ingevoegd tussen de woorden "benoemd of" en het woord "aangeworven".

**Art. 24.** Artikel 138, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De Koning bepaalt de gevallen waarin de hoedanigheid van agent of officier van gerechtelijke politie van een personeelslid dat buiten de politiediensten is tewerkgesteld, wordt geschorst."

**Art. 25.** In artikel 142sexies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2001 en gewijzigd bij de wetten van 26 april 2002 en 3 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "niveau 2" vervangen door de woorden "niveau C";

2° in het derde lid worden de woorden "niveau 2+" vervangen door de woorden "niveau B";

3° in het vierde lid worden de woorden "niveau 1" vervangen door de woorden "niveau A".

*Afdeling 4.* — Wijziging van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten

**Art. 26.** In artikel 9, tweede lid, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, worden de woorden "of voor externe organismen van de federale uitvoerende macht waarbinnen personeelsleden van de politiediensten zijn tewerkgesteld," ingevoegd tussen de woorden "groep van diensten" en de woorden "verscheidene overlegcomités".

*Afdeling 5.* — Wijzigingen van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten

**Art. 27.** Artikel 4 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, wordt aangevuld met een § 3, luidende :

"§ 3. De militairen bedoeld in §§ 1 en 2, kunnen op hun verzoek en mits akkoord van de bevoegde overheid in dienst blijven na de verplichte pensioenleeftijd en dit tot het einde van het trimester waarin ze de leeftijd van 65 jaar bereiken.

Het in dienst houden van die militairen na de leeftijd van 65 jaar kan worden toegestaan volgens de voorwaarden en de procedure bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beamtten en het dienstpersoneel van de Staat.

In afwijking van § 2, eerste lid, hebben de militairen niet langer de mogelijkheid om in de Krijgsmachten te reintegreren nadat ze de aan hun graad verbonden pensioenleeftijd hebben bereikt."

**Art. 28.** In artikel 41, eerste lid, van dezelfde wet, wordt de bepaling onder 4° aangevuld met de woorden ", ongeacht de in dat artikel bedoelde statuutkeuze".

**Art. 29.** In artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet wordt de bepaling onder 4° aangevuld met de woorden ", ongeacht de in dat artikel bedoelde statuutkeuze".

*Afdeling 6.* — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten ("RPPol")

**Art. 30.** In artikel VII.II.4, 2°, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol), bekrachtigd bij de wet van 26 april 2002, worden de woorden "niveau 1" vervangen door de woorden "niveau A".

**Art. 31.** Artikel XII.IV.7 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"In afwijking van het eerste lid blijft de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings behouden in geval van de ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een recherchedienst van de lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie, op voorwaarde dat de in artikel VI.II.15, § 1, eerste lid, bedoelde overheid daartoe beslist en dit als dusdanig in de in artikel VI.II.18, eerste lid, bedoelde oproep tot kandidaatstelling wordt vermeld."

**Art. 32.** L'article XII.VII.21 du même arrêté, confirmé par la loi du 30 décembre 2001 et partiellement annulé par l'arrêt n° 102/2003 de la Cour constitutionnelle, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Par dérogation à l'alinéa 2, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi est maintenue en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire, à condition que l'autorité visée à l'article VI.II.15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le décide et que cela soit mentionné comme tel dans l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1<sup>er</sup>.”

**Art. 33.** Dans l'article XII.VII.27bis du même arrêté, remplacé par la loi du 2 décembre 2011, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

“Les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, Point 3.26 de l'annexe 11, peuvent concourir pour les fonctions attribuées par mandat, telles que visées à l'article 66 de la loi du 26 avril 2002.”

**Art. 34.** A l'article XII.XI.23, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, confirmé par la loi du 30 décembre 2001, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1<sup>o</sup>, les mots “du présent arrêté :” sont remplacés par les mots “du présent arrêté bénéficiait d'une des indemnités visées au 2<sup>o</sup> et qui :”;

b) les mots “et qui :” sont insérés entre le 1<sup>o</sup> et le 2<sup>o</sup>.

**Art. 35.** Dans l'article XII.XI.25, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, confirmé par la loi du 30 décembre 2001, les mots “du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1<sup>er</sup> ainsi que dans le cadre du régime de départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1<sup>er</sup>” sont remplacés par les mots “des régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi que dans le cadre des régimes de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans visés à la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public et à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public”.

**Art. 36.** Dans l'article XII.XI.36, § 5, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, confirmé par la loi du 30 décembre 2001, les mots “le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1<sup>er</sup> ainsi que dans le cadre du régime de départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1<sup>er</sup>” sont remplacés par les mots “les régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi que dans le cadre des régimes de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans visés à la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public et à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public”.

*Section 7.* — Modifications de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police

**Art. 37.** A l'article 12 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, modifié par la loi du 3 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, les mots “pour le cadre auxiliaire et de base, avoir réussi ou, pour le cadre moyen et d'officiers” sont remplacés par les mots “pour le cadre des agents de police, le cadre de base et le cadre moyen, avoir réussi ou, pour le cadre d'officiers”;

**Art. 32.** Artikel XII.VII.21 van hetzelfde besluit, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 102/2003 van het Grondwettelijk Hof, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“In afwijking van het tweede lid blijft de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings behouden in geval van de ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een recherchedienst van de lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie, op voorwaarde dat de in artikel VI.II.15, § 1, eerste lid, bedoelde overheid daartoe beslist en dit als dusdanig in de in artikel VI.II.18, eerste lid, bedoelde oproep tot kandidaatstelling wordt vermeld.”

**Art. 33.** In artikel XII.VII.27bis van hetzelfde besluit, vervangen bij de wet van 2 december 2011, wordt vóór het eerste lid een lid ingevoegd, luidende :

“De actuele personeelsleden bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.26 van bijlage 11, kunnen meedingen voor de mandaatbetrekkingen zoals bedoeld in artikel 66 van de wet van 26 april 2002.”

**Art. 34.** In artikel XII.XI.23, § 1, van hetzelfde besluit, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het 1<sup>o</sup> worden de woorden “van dit besluit :” vervangen door de woorden “van dit besluit één van de in 2<sup>o</sup> bedoelde vergoedingen genoot en dat :”;

b) de woorden “en dat :” worden ingevoegd tussen het 1<sup>o</sup> en het 2<sup>o</sup>.

**Art. 35.** In artikel XII.XI.25, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, worden de woorden “het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1” vervangen door de woorden “de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector evenals in het raam van de stelsels van de vierdagenweek met of zonder premie en van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar bedoeld in de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector en in het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector”.

**Art. 36.** In artikel XII.XI.36, § 5, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, worden de woorden “het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1, evenals in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1” vervangen door de woorden “de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector evenals in het raam van de stelsels van de vierdagenweek met of zonder premie en van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar bedoeld in de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector en in het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector”.

*Afdeling 7.* — Wijzigingen van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten

**Art. 37.** In artikel 12 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, gewijzigd bij de wet van 3 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, 10<sup>o</sup>, worden de woorden “voor het hulp- en basiskader, slagen in of, voor het midden- en officierskader” vervangen door de woorden “voor het kader van agenten van politie, het basis- en middenkader, slagen in of, voor het officierskader”;

b) dans l'alinéa 2, les mots "certificat de bonne conduite, vie et mœurs" sont remplacés par les mots "extrait du casier judiciaire".

**Art. 38.** A l'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 16 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1<sup>o</sup>, le mot "définitivement" est abrogé;

b) le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"2<sup>o</sup> a précédemment, comme aspirant, échoué pour le cadre visé ou, comme stagiaire pour le cadre visé, été démis ou réaffecté pour inaptitude professionnelle en application des règles déterminées par le Roi;"

c) le 7<sup>o</sup> est complété par les mots "à moins que la commission de délibération fixée par le Roi n'accepte un délai plus court".

**Art. 39.** Dans les articles 15 et 22 de la même loi, les mots "niveau 2" sont à chaque fois remplacés par les mots "niveau C".

**Art. 40.** Dans les articles 16, 17 et 23 de la même loi, les mots "niveau 2+" sont à chaque fois remplacés par les mots "niveau B".

**Art. 41.** Dans les articles 18, alinéa 1<sup>er</sup>, et 24 de la même loi, les mots "niveau 1" sont à chaque fois remplacés par les mots "niveau A".

**Art. 42.** Dans l'article 20, 1<sup>o</sup>, de la même loi, le mot "définitivement" est abrogé.

**Art. 43.** A l'article 21 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, les mots "certificat de bonne conduite, vie et mœurs" sont remplacés par les mots "extrait du casier judiciaire";

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est complété par les mots "et d'une enquête de milieu et des antécédents".

**Art. 44.** Dans l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "et du départ anticipé à mi-temps" sont remplacés par les mots " , du départ anticipé à mi-temps, de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans".

**Art. 45.** Dans le titre II de la même loi, le chapitre V, comportant l'article 27, est abrogé.

**Art. 46.** A l'article 39 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"4<sup>o</sup> le cas échéant, avoir acquis six années d'ancienneté de cadre après l'échec à la formation de base pour le cadre visé ou après une démission ou une réaffectation pour inaptitude professionnelle pour le cadre visé, selon les règles déterminées par le Roi;"

b) l'alinéa unique est complété par le 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

"6<sup>o</sup> ne pas avoir déjà échoué trois fois à la procédure de sélection pour la promotion par accession à un cadre supérieur.";

c) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"La condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, doit également être remplie au moment de l'admission à la formation de base du cadre supérieur."

**Art. 47.** L'intitulé du Chapitre X du Titre II de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Chapitre X. Le retrait définitif d'emploi, la cessation des fonctions et la réintégration".

**Art. 48.** L'article 81 de la même loi est complété par le 9<sup>o</sup> rédigé comme suit :

"9<sup>o</sup> le membre du personnel qui, dans le cadre du recrutement, s'abstient sciemment de faire état de données relatives à une affection médicale importante ou à son implication dans des instructions et enquêtes policières et/ou judiciaires."

**Art. 49.** Dans l'article 85, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "La décision d'acceptation de la démission d'un membre du personnel" sont remplacés par les mots "La démission du membre du personnel".

**Art. 50.** Dans le chapitre X du Titre II de la même loi, il est inséré un article 86bis rédigé comme suit :

"Art. 86bis. Le candidat du cadre opérationnel qui souhaite être réintégré en application des règles déterminées par le Roi, fait l'objet d'une enquête de milieu et des antécédents."

b) in het tweede lid worden de woorden "bewijs van goed zedelijk gedrag" vervangen door de woorden "uittreksel uit het strafregister".

**Art. 38.** In artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het 1<sup>o</sup> wordt het woord "definitief" opgeheven;

b) het 2<sup>o</sup> wordt vervangen door wat volgt :

"2<sup>o</sup> eerder als aspirant niet slaagde voor het beoogde kader of als stagiair voor het beoogde kader werd ontslagen dan wel is herplaatst wegens beroepsongeschiktheid met toepassing van de door de Koning bepaalde regels;"

c) het 7<sup>o</sup> wordt aangevuld met de woorden " , tenzij de door de Koning bepaalde deliberatiecommissie een kortere termijn aanvaardt".

**Art. 39.** In de artikelen 15 en 22 van dezelfde wet worden de woorden "niveau 2" telkens vervangen door de woorden "niveau C".

**Art. 40.** In de artikelen 16, 17 en 23 van dezelfde wet worden de woorden "niveau 2+" telkens vervangen door de woorden "niveau B".

**Art. 41.** In de artikelen 18, eerste lid, en 24 van dezelfde wet worden de woorden "niveau 1" telkens vervangen door de woorden "niveau A".

**Art. 42.** In artikel 20, 1<sup>o</sup>, van dezelfde wet wordt het woord "definitief" opgeheven.

**Art. 43.** In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het tweede lid worden de woorden "bewijs van goed zedelijk gedrag" vervangen door de woorden "uittreksel uit het strafregister";

2<sup>o</sup> het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "en uit een onderzoek van de omgeving en de antecedenen".

**Art. 44.** In artikel 26, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "en de halftijdse vervroegde uitreding" vervangen door de woorden " , de halftijdse vervroegde uitreding, de vierdagenweek met of zonder premie en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar".

**Art. 45.** In titel II van dezelfde wet wordt hoofdstuk V, dat het artikel 27 bevat, opgeheven.

**Art. 46.** In artikel 39 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 4<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

"4<sup>o</sup> in voorkomend geval, zes jaar kaderancienniteit hebben opgebouwd na het niet slagen voor de basisopleiding voor het beoogde kader of na een ontslag of een herplaatsing wegens beroepsongeschiktheid voor het beoogde kader volgens de regels bepaald door de Koning;"

b) het enig lid wordt aangevuld met de bepaling onder 6<sup>o</sup>, luidende :

"6<sup>o</sup> niet reeds drie maal gefaald zijn in de selectieprocedure voor de bevordering door overgang naar een hoger kader.";

c) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Aan de in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, bedoelde voorwaarde moet tevens worden voldaan op het ogenblik van de toelating tot de basisopleiding van het hoger kader."

**Art. 47.** Het opschrift van Hoofdstuk X van Titel II van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

"Hoofdstuk X. De definitieve ambtsontheffing, de ambtsneerlegging en de heropneming".

**Art. 48.** Artikel 81 van dezelfde wet wordt aangevuld met een 9<sup>o</sup>, luidende :

"9<sup>o</sup> het personeelslid dat er zich in het raam van de aanwerving bewust van onthoudt melding te maken van gegevens betreffende een belangrijke medische aandoening of zijn betrokkenheid in politionele en/of gerechtelijke onderzoeken verzwijgt."

**Art. 49.** In artikel 85, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "De beslissing waarbij het ontslag van een personeelslid wordt aangenomen" vervangen door de woorden "Het ontslag van het personeelslid".

**Art. 50.** In hoofdstuk X van Titel II van dezelfde wet wordt een artikel 86bis ingevoegd, luidende :

"Art. 86bis. De kandidaat van het operationeel kader die met toepassing van de door de Koning bepaalde regels wenst te worden heropgenomen, maakt het voorwerp uit van een onderzoek van de omgeving en de antecedenen."

**Art. 51.** Dans l'article 88 de la même loi, les mots "à partir de la décision de la chambre du conseil" sont insérés entre le mot "perçoit" et les mots ", à titre conservatoire".

*Section 8.* — Modification de la loi du 15 mai 2007 sur l'Inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police

**Art. 52.** Dans la section 4 du chapitre VI du Titre II de la loi du 15 mai 2007 sur l'Inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit :

"Art. 26/1. Par dérogation à l'article 26, les membres de l'Inspection générale qui étaient déjà délégués syndicaux permanents avant le 15 juin 2007 et qui bénéficiaient de l'allocation visée à l'article 79bis de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale, continuent à bénéficier de ladite allocation aussi longtemps qu'ils maintiennent les deux qualités susmentionnées."

*Section 9.* — Modification de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public

**Art. 53.** L'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du personnel des services de police peuvent demander une autre répartition par semaine des prestations exécutées dans le cadre de la semaine de quatre jours."

*Section 10.* — Modifications de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police

**Art. 54.** L'article 51bis de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police, inséré par la loi du 31 mai 2001, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Lorsque le dernier jour du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est un samedi, un dimanche ou un jour férié, ce délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit."

**Art. 55.** L'article 54 de la même loi, modifié par la loi du 31 mai 2001, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le membre du personnel peut remettre un mémoire, dans le même délai, lorsque l'autorité disciplinaire supérieure se rallie à l'aggravation de la sanction proposée par le conseil de discipline."

*Section 11.* — Disposition relative à la gestion du personnel

**Art. 56.** Dans le cas où une zone de police décide de nommer moins d'aspirants-inspecteurs de police que les besoins transmis au ministre de l'Intérieur conformément à l'article IV.I.3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo), un montant égal aux frais de formation, de rémunération et d'équipement d'un aspirant-inspecteur de police multiplié par la différence entre le nombre demandé et le nombre d'aspirants-inspecteurs de police nommés, est retenu sur le (les) premier(s) douzième(s) suivant(s) de la subvention fédérale visé(s) à l'article 41, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui revient à la zone de police concernée.

#### CHAPITRE 4. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 57.** Par dérogation aux articles XII.IV.7, alinéa 2, et XII.VII.21, alinéa 4, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo), l'autorité visée à l'article VI.II.15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté peut décider que les membres du personnel visés aux articles XII.IV.7, alinéa 1<sup>er</sup>, et XII.VII.21, alinéa 2, PJPo, conservent ou, selon le cas, recouvrent la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur du Roi, en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire pour lequel l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1<sup>er</sup>, PJPo a été publié avant l'entrée en vigueur de la présente loi. La décision doit être prise endéans une période de maximum douze mois qui prend cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 58.** Par dérogation à l'article 39, 6°, de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, les participations à la procédure de sélection pour la promotion par accession à un cadre supérieur qui ont eu lieu avant

**Art. 51.** In artikel 88 van dezelfde wet worden de woorden "vanaf de beslissing van de raadkamer" ingevoegd tussen het woord "ontvangt" en de woorden ", te bewaarden titel".

*Afdeling 8.* — Wijziging van de wet van 15 mei 2007 op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten

**Art. 52.** In afdeling 4 van hoofdstuk VI van Titel II van de wet van 15 mei 2007 op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten wordt een artikel 26/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 26/1. In afwijking van artikel 26, blijven de leden van de Algemene Inspectie die reeds vóór 15 juni 2007 vaste syndicale afgevaardigden waren en de toelage genoten bedoeld in artikel 79bis van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie, begunstigen van die toelage zolang zij beide voornoemde hoedanigheden behouden."

*Afdeling 9.* — Wijziging van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector

**Art. 53.** Artikel 4, § 1, van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"In afwijking van het eerste lid, kunnen de personeelsleden van de politiediensten een andere spreiding op weekbasis vragen van de prestaties die zij in het raam van de vierdagenweek verrichten."

*Afdeling 10.* — Wijzigingen van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten

**Art. 54.** Artikel 51bis van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2001, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Wanneer de laatste dag van de termijn bedoeld in het eerste lid een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, dan wordt deze termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag."

**Art. 55.** Artikel 54 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 mei 2001, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Het personeelslid kan een verweerschrift indienen, binnen dezelfde termijn, wanneer de hogere tuchtoverheid instemt met de door de tuchtraad voorgestelde strafverzwaring."

*Afdeling 11.* — Bepaling betreffende het personeelsbeheer

**Art. 56.** In geval een politiezone beslist om minder aspiranten-inspecteur van politie te benoemen dan de aan de minister van Binnenlandse Zaken overeenkomstig artikel IV.I.3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo) doorgegeven behoeften, wordt een bedrag gelijk aan de opleidings-, verlonings- en uitrustingskost van een aspirant-inspecteur van politie vermenigvuldigd met het verschil tussen het aantal gevraagde en het aantal benoemde aspiranten-inspecteur van politie afgehouden van het (de) eerstvolgende twaalfde(n) van de federale toelage, bedoeld in artikel 41, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus die toekomt aan de betrokken politiezone.

#### HOOFDSTUK 4. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 57.** In afwijking van de artikelen XII.IV.7, tweede lid, en XII.VII.21, vierde lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo), kan de in artikel VI.II.15, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit bedoelde overheid beslissen dat de personeelsleden bedoeld in de artikelen XII.IV.7, eerste lid, en XII.VII.21, tweede lid, RPPo de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, naar gelang van het geval, behouden of herwinnen in geval van een ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een rechedienst van de lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie waarvoor de in artikel VI.II.18, eerste lid, RPPo bedoelde oproep tot kandidaatstelling voor de inwerkingtreding van deze wet werd gepubliceerd. De beslissing moet worden genomen binnen een periode van twaalf maanden die ingaat op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

**Art. 58.** In afwijking van artikel 39, 6°, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, worden de deelnames aan de selectieprocedure voor de bevordering door overgang naar een



l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont pas imputées sur le maximum de participations visé à cet article.

**Art. 59.** L'article 18 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

L'article 27 produit ses effets le 31 mars 2013.

Les articles 28, 29 et 34 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001.

L'article 33 produit ses effets le 27 février 2012.

Les articles 35, 36, 44 et 53 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

L'article 38, c, produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2009.

L'article 49 produit ses effets le 23 novembre 2009.

L'article 52 produit ses effets le 15 juin 2007.

**Art. 60.** Les articles 11, 12 et 13 cessent d'être en vigueur le dernier jour du douzième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est entrée en vigueur.

### TITRE III. — *Institution et Population*

#### CHAPITRE UNIQUE. — *Modifications de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen*

**Art. 61.** Dans l'article 21, § 2, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, modifié en dernier lieu par la loi du 14 avril 2009, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“L'acte de présentation indique, en ce qui concerne les candidats, le nom et les prénoms tels que mentionnés au Registre national des personnes physiques, le cas échéant le prénom, attesté par un acte de notoriété établi par un juge de paix ou un notaire, sous lequel les candidats souhaitent se présenter, la date de naissance, le sexe, la profession et la résidence principale. Les mêmes indications sont, le cas échéant, mentionnées sur l'acte de présentation en ce qui concerne les électeurs présents. L'identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf(-ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.”.

**Art. 62.** Dans l'article 22, alinéa 2, 7<sup>o</sup>, de la même loi, les mots “dix-septième” sont remplacés par les mots “vingt-quatrième”.

**Art. 63.** Dans l'article 23, alinéa 4, de la même loi, les mots “, les noms des candidats dans la forme prévue à l'article 24 pour le bulletin de vote, ainsi que leurs prénoms,” sont remplacés par les mots “, les noms et prénoms sous lesquels les candidats se présentent, en la forme prévue à l'article 24 pour le bulletin de vote, ainsi que leurs”.

### TITRE IV. — *Sécurité civile*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile*

**Art. 64.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, est complété par les 9<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup> rédigés comme suit :

9<sup>o</sup> “schéma d'organisation opérationnelle” : le schéma qui comprend les modalités de l'organisation opérationnelle et les moyens opérationnels nécessaires pour assurer les missions définies au chapitre II du présent titre;

10<sup>o</sup> “programme pluriannuel de politique générale” : le programme qui consiste en un plan d'investissement communal et zonal des moyens humains, matériels et financiers.”.

**Art. 65.** A l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le mot “présente” est abrogé.

**Art. 66.** L'article 6 de la même loi dont le texte actuel constituera le § 1<sup>er</sup>, est complété par les §§ 2 et 3 rédigés comme suit :

“§ 2. Les zones des secours concluent entre elles des conventions qui régissent :

1<sup>o</sup> les modalités financières et de mise en œuvre de l'aide adéquate la plus rapide;

2<sup>o</sup> les modalités de renfort en personnel et matériels.

§ 3. En l'absence de convention visée au § 2, la zone dont un poste a effectué une intervention sur le territoire d'une autre zone dans le cadre du principe de l'aide adéquate la plus rapide peut répercuter sur cette autre zone les coûts de l'intervention en question.”.

hoger kader die plaatsvonden vóór de inwerkingtreding van deze wet niet aangerekend op het in dat artikel bedoelde maximum aantal deelnames.

**Art. 59.** Artikel 18 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Artikel 27 heeft uitwerking met ingang van 31 maart 2013.

De artikelen 28, 29 en 34 hebben uitwerking met ingang van 1 april 2001.

Artikel 33 heeft uitwerking met ingang van 27 februari 2012.

De artikelen 35, 36, 44 en 53 treden in werking op de eerste dag van de maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal zijn bekendgemaakt.

Artikel 38, c, heeft uitwerking met ingang van 1 april 2009.

Artikel 49 heeft uitwerking met ingang van 23 november 2009.

Artikel 52 heeft uitwerking met ingang van 15 juni 2007.

**Art. 60.** De artikelen 11, 12 en 13 treden buiten werking op de laatste dag van de twaalfde maand volgend op die waarin deze wet in werking is getreden.

### TITEL III. — *Instelling en Bevolking*

#### ENIG HOOFDSTUK. — *Wijzigingen van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement*

**Art. 61.** In artikel 21, § 2, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 14 april 2009, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

“De voordrachtsakte vermeldt, wat de kandidaten betreft, de naam en de voornamen zoals vermeld in het Rijksregister van de natuurlijke personen, desgevallend de voornaam bevestigd door een akte van bekendheid die werd opgesteld door een vrederechter of een notaris, waaronder de kandidaten zich willen voorstellen, de geboortedatum, het geslacht, het beroep en de hoofdverblijfplaats. Desgevallend worden dezelfde vermeldingen aangebracht op de voordrachtsakte wat de kiezers die voordracht doen, betreft. De identiteit van een kandidaat/kandidate die gehuwd of weduw(e)(naar) is, mag voorafgegaan of gevolgd worden door de naam van zijn/haar echtgenoot of overleden echtgenoot.”.

**Art. 62.** In artikel 22, tweede lid, 7<sup>o</sup>, van dezelfde wet, worden de woorden “zeventiende” vervangen door de woorden “vierentwintigste”.

**Art. 63.** In artikel 23, vierde lid, van dezelfde wet, worden de woorden “de naam van de kandidaten in dezelfde vorm als in artikel 24 voor het stembiljet wordt bepaald, alsmede hun voornamen,” vervangen door de woorden “de namen en voornamen waaronder de kandidaten zich voorstellen, in de vorm van het stembiljet zoals in artikel 24 wordt bepaald, alsmede”.

### TITEL IV. — *Civiele veiligheid*

#### HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid*

**Art. 64.** Artikel 2, § 1, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, wordt aangevuld met een 9<sup>o</sup> en een 10<sup>o</sup>, luidende :

9<sup>o</sup> “operationeel organisatieschema” : het schema dat de nadere regels bevat van de operationele organisatie en de operationele middelen die nodig zijn om de opdrachten te vervullen die vastgelegd zijn in hoofdstuk II van deze titel;

10<sup>o</sup> “meerjarenbeleidsplan” : het plan dat uit een gemeentelijk en zonaal investeringsplan bestaat voor de menselijke, materiële en financiële middelen.”.

**Art. 65.** In artikel 3, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden “deze wet” vervangen door de woorden “de wet”.

**Art. 66.** Artikel 6 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met de §§ 2 en 3, luidende :

“§ 2. De hulpverleningszones sluiten onderling overeenkomsten die :

1<sup>o</sup> de financiële modaliteiten en de uitvoering van de snelste adequate hulp regelen;

2<sup>o</sup> de modaliteiten voor versterking inzake personeel en materieel regelen.

§ 3. Bij gebrek aan een in § 2 bedoelde overeenkomst kan de zone waarvan een post in het kader van het principe van de snelste adequate hulp een interventie heeft uitgevoerd op het grondgebied van een andere zone, de kosten van de betreffende interventie op deze andere zone verhalen.”.

**Art. 67.** Dans l'article 7 de la même loi, les mots "à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "à l'article 6, § 1<sup>er</sup>".

**Art. 68.** L'article 12 de la même loi est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

"Les unités opérationnelles de la protection civile exécutent des missions déterminées en collaboration avec les zones de secours.

A cette fin, des conventions de collaboration avec chaque zone de secours sont conclues entre l'Etat fédéral et les zones de secours.

Les conventions prévoient les modalités de la collaboration entre les unités opérationnelles et les zones de secours."

**Art. 69.** Dans la même loi, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

"Art. 14/1. Les zones sont réparties en catégories en fonction des paramètres suivants :

1. la population de la zone;
2. le nombre de postes de la zone;
3. le nombre de membres du personnel opérationnel de la zone.

Le Roi détermine, sur la base de ces paramètres, les catégories de zone, ainsi que la répartition des zones dans les catégories.

Il détermine également les cas dans lesquels il est fait usage de la répartition en catégories visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>."

**Art. 70.** A l'article 15 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, le mot "uniforme" est abrogé;
- 2° il est inséré un § 2/1 rédigé comme suit :

"§ 2/1. Lorsque la délimitation territoriale des zones a été fixée conformément à l'article 14, deux ou plusieurs zones d'une même province peuvent décider de fusionner. Dans ce cas, les conseils des zones concernées formulent une proposition commune au Roi qui détermine, sur cette base, la nouvelle délimitation territoriale de la zone proposée, après avis du comité consultatif provincial concerné et après avoir vérifié le respect par la nouvelle zone des dispositions de la présente loi."

**Art. 71.** Dans l'article 17 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

"§ 1<sup>er</sup>. La présente loi est d'application à l'organe mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloise à l'exception des dispositions suivantes :

- 1° articles 14 à 16;
- 2° articles 18 à 22;
- 3° articles 24 à 69;
- 4° articles 71 à 99;
- 5° article 102;
- 6° articles 104 et 105;

7° article 106, sauf en ce qui concerne les principes généraux du statut administratif applicable au personnel opérationnel visé à cet article;

- 8° articles 109 à 116;
- 9° articles 120 à 152;
- 10° articles 167 à 174;
- 11° articles 202 à 206/1;
- 12° articles 207 à 223."

- b) dans le § 2, sont insérés les 2./1, 5./1 et 7./1 rédigés comme suit :

- "2./1. article 23;
- 5./1. article 117, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 7./1. articles 164 à 166;"

- c) l'article est complété par les §§ 5 et 6 rédigés comme suit :

"§ 5. Le terme "conseil" doit être entendu comme visant le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à l'article 118;

**Art. 67.** In artikel 7 van dezelfde wet, worden de woorden "in het eerste lid van artikel 6" vervangen door de woorden "in artikel 6, § 1".

**Art. 68.** Artikel 12 van dezelfde wet wordt aangevuld met drie leden, luidende :

"De operationele eenheden van de civiele bescherming voeren bepaalde opdrachten uit in samenwerking met de hulpverleningszones.

Daartoe worden samenwerkingsovereenkomsten gesloten tussen de Federale Staat en de hulpverleningszones.

De overeenkomsten voorzien de samenwerkingsmodaliteiten tussen de operationele eenheden en de hulpverleningszones."

**Art. 69.** In dezelfde wet wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 14/1. De zones worden ingedeeld in categorieën in functie van de volgende parameters :

- 1° de bevolking van de zone;
- 2° het aantal posten van de zone;
- 3° het aantal operationele personeelsleden van de zone.

De Koning bepaalt op basis van deze parameters de categorieën van zones en de indeling van de zones in de categorieën.

Hij bepaalt ook de gevallen waarin gebruik gemaakt wordt van de in het eerste lid bedoelde indeling in categorieën."

**Art. 70.** In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, derde lid, wordt het woord "eenvormig" opgeheven;
- 2° er wordt een § 2/1 ingevoegd, luidende :

"§ 2/1. Wanneer de territoriale afbakening van de zones werd vastgesteld overeenkomstig artikel 14, kunnen twee of meer zones van een zelfde provincie beslissen tot fusie over te gaan. In dat geval formuleren de raden van de betrokken zones een gezamenlijk voorstel aan de Koning, die op grond daarvan de nieuwe territoriale afbakening van de voorgestelde zone bepaalt, nadat het betrokken provinciaal raadgevend comité advies heeft uitgebracht en nadat werd nagegaan of de nieuwe zone de bepalingen van deze wet in acht neemt."

**Art. 71.** In artikel 17 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

"§ 1. Deze wet is van toepassing op het orgaan, dat werd ingericht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, met uitzondering van de volgende bepalingen :

- 1° artikelen 14 tot 16;
- 2° artikelen 18 tot 22;
- 3° artikelen 24 tot 69;
- 4° artikelen 71 tot 99;
- 5°bis artikel 102;
- 6° artikelen 104 en 105;

7° artikel 106, behalve voor wat betreft de algemene principes van het administratief statuut dat van toepassing is op het operationeel personeel bedoeld in dit artikel;

- 8° artikelen 109 tot 116;
- 9° artikelen 120 tot 152;
- 10° artikelen 167 tot 174;
- 11° artikelen 202 tot 206/1;
- 12° artikelen 207 tot 223."

- b) in § 2 worden een 2./1, een 5./1 en een 7./1 ingevoegd, luidende :

- "2./1. artikel 23;
- 5./1. artikel 117, eerste lid;
- 7./1. artikelen 164 tot 166;"

- c) het artikel wordt aangevuld met de §§ 5 en 6, luidende :

"§ 5. De term "raad" moet begrepen worden als een verwijzing naar de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in artikel 118;

§ 6. Le terme “commandant de zone” doit être entendu comme visant l’organe compétent du service d’incendie et d’aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à la réglementation régionale bruxelloise dans les articles suivants :

1. article 22/1;
2. article 181.”.

**Art. 72.** L’article 19 de la même loi est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“La zone de secours peut être organisée sous la forme d’une intercommunale si l’un des services d’incendie présents sur son territoire était organisé sous la forme d’une intercommunale à la date du 10 août 2007. Les organes spécifiques à l’intercommunale exercent dans ce cas les compétences du conseil et du collège. Si l’intercommunale n’est pas composée de toutes les communes faisant partie de la zone de secours, le conseil et le collège sont mis en œuvre.

Lorsque la zone de secours est organisée sous la forme d’une intercommunale, les articles 24, 26, 28 à 55, 57 à 63, 86 et 92, ne sont pas applicables.”.

**Art. 73.** L’article 21 de la même loi, modifié par la loi du 24 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 21. Le Roi, détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les fonctions administratives et opérationnelles minimales dont la zone dispose, notamment pour pouvoir donner la suite appropriée aux appels de l’agence 112 visée par la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l’agence 112.”.

**Art. 74.** Dans la même loi, il est inséré un article 21/1, rédigé comme suit :

“Art. 21/1. La zone peut conclure une convention de partenariat notamment en matière de gestion administrative et financière permettant l’exercice par la province de missions selon des modalités déterminées par le Roi.”.

**Art. 75.** Dans la même loi, il est inséré un article 21/2, rédigé comme suit :

“Art. 21/2. La zone peut conclure des accords de partenariat avec une ou plusieurs zones de police ou zones de secours relatifs notamment à la coordination en matière de financement, d’organisation et d’exécution de missions opérationnelles respectives.”.

**Art. 76.** Dans la même loi, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

“Art. 22/1. Le commandant de zone établit un schéma d’organisation opérationnelle conforme aux conditions minimales de l’aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats, déterminés par le Roi en vertu de l’article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Le Roi arrête le contenu minimal et la structure du schéma d’organisation opérationnelle.

Le schéma d’organisation opérationnelle est établi pour la même durée que le programme pluriannuel de politique générale visé à l’article 23 et est adapté chaque fois que nécessaire.”.

**Art. 77.** Dans l’article 23 de la même loi, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

“§ 1<sup>er</sup>. Chaque zone établit un programme pluriannuel de politique générale qui tient compte de la situation existante et de l’analyse des risques. Ce programme est établi pour une durée de six ans et est susceptible d’adaptations.

Si, lorsque le programme pluriannuel de politique générale est établi pour la première fois, la durée restante du mandat des conseillers zonaux est inférieure à une durée de six ans, le programme est établi pour la durée restante.

Le programme pluriannuel de politique générale comprend un volet communal et un volet zonal des objectifs en matière de sécurité civile.

Le conseil approuve le programme pluriannuel de politique générale.

Le Roi arrête le contenu minimal et la structure du programme pluriannuel de politique générale.”.

**Art. 78.** Dans l’article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots “, il désigne un échevin de sa commune pour le remplacer” sont remplacés par les mots “il est remplacé en appliquant les dispositions qui, dans la région sur le territoire de laquelle est située la zone concernée, règlent de manière générale le remplacement du bourgmestre lorsqu’il est empêché”.

§ 6. In de volgende artikelen wordt de term “zonecommandant” begrepen als een verwijzing naar het bevoegde orgaan van de brandweerdienst en de dringende medische hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig de Brusselse gewestelijke reglementering :

1. artikel 22/1;
2. artikel 181.”.

**Art. 72.** Artikel 19 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“De hulpverleningszone kan georganiseerd worden onder de vorm van een intercommunale indien een van de op het grondgebied ervan aanwezige brandweerdiensten op 10 augustus 2007 georganiseerd was onder de vorm van een intercommunale. De specifieke organen van de intercommunale oefenen in dat geval de bevoegdheden uit van de raad en het college. Indien de intercommunale niet is samengesteld uit alle gemeenten die deel uitmaken van de hulpverleningszone, worden de raad en het college opgericht.

Wanneer de hulpverleningszone georganiseerd wordt onder de vorm van een intercommunale, zijn de artikelen 24, 26, 28 tot 55, 57 tot 63, 86 en 92 niet van toepassing.”.

**Art. 73.** Artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 juli 2008, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 21. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale administratieve en operationele functies waarover de zone beschikt, onder meer om gepast gevolg te kunnen geven aan de oproepen van het agentschap 112 bedoeld in de wet van 29 april 2011 houdende oprichting van de 112-centra en het agentschap 112.”.

**Art. 74.** In dezelfde wet wordt een artikel 21/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 21/1. De zone kan een partnerschapsovereenkomst sluiten met name inzake administratief en financieel beheer, waarbij de provincie opdrachten kan uitvoeren volgens door de Koning bepaalde nadere regels.”.

**Art. 75.** In dezelfde wet wordt een artikel 21/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 21/2. De zone kan partnerschapsovereenkomsten sluiten met een of meerdere politiezones of hulpverleningszones betreffende met name de coördinatie inzake financiering, organisatie en uitvoering van de respectieve operationele opdrachten.”.

**Art. 76.** In dezelfde wet wordt een artikel 22/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 22/1. De zonecommandant stelt een operationeel organisatie-schema op dat in overeenstemming is met de minimale voorwaarden inzake de snelste adequate hulp en de adequate middelen vastgesteld door de Koning krachtens artikel 6, § 1, tweede lid.

De Koning bepaalt de minimale inhoud en de structuur van het operationeel organisatieschema.

Het operationeel organisatieschema wordt opgesteld voor dezelfde duur als het in artikel 23 bedoelde meerjarenbeleidsplan en wordt aangepast telkens dit nodig blijkt.”.

**Art. 77.** In artikel 23 van dezelfde wet wordt § 1 vervangen door wat volgt :

“§ 1. Elke zone stelt een meerjarenbeleidsplan op dat rekening houdt met de bestaande situatie en de risicoanalyse. Dit plan wordt opgesteld voor een duur van zes jaar en is vatbaar voor aanpassingen.

Indien, wanneer het meerjarenbeleidsplan voor de eerste keer wordt opgesteld, de resterende duur van de ambtstermijn van de zonale adviseurs minder dan zes jaar bedraagt, wordt het plan opgesteld voor de resterende looptijd.

Het meerjarenbeleidsplan bevat een gemeentelijk luik en een zonaal luik met de doelstellingen inzake civiele veiligheid.

De raad keurt het meerjarenbeleidsplan goed.

De Koning bepaalt de minimale inhoud en de structuur van het meerjarenbeleidsplan.”.

**Art. 78.** In artikel 24, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden “duidt hij een schepen van zijn gemeente aan om hem te vervangen” vervangen door de woorden “wordt hij vervangen met toepassing van de bepalingen die, in het algemeen de vervanging van de burgemeester regelen wanneer deze verhinderd is, zoals die gelden in het gewest waarin de betreffende zone gevestigd is”.

**Art. 79.** Dans l'article 26 de la même loi, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

"Le conseil est exclusivement compétent pour adopter toutes les dispositions réglementaires dans les matières fixées dans la présente loi, dans les limites fixées par les dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi."

**Art. 80.** Dans l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "deuxième mois" sont remplacés par les mots "troisième mois".

**Art. 81.** Dans l'article 31 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "à sa demande, adressée par écrit au président du collège, pour une durée maximal de quinze semaines prenant cours au plus tôt la septième semaine qui précède la date présumée de la naissance ou de l'adoption" sont remplacés par les mots "pendant cette période selon les règles applicables en vigueur au niveau communal";

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° dans l'alinéa 3, les mots "Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent" sont remplacés par les mots "l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique".

**Art. 82.** A l'article 32 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "conseiller zonal" sont remplacés par les mots "conseiller zonal visé à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>";

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

"Le conseiller zonal désigné par le conseil provincial qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de son mandat, se faire assister par une personne de confiance, choisie parmi les électeurs du conseil provincial qui satisfont aux critères d'éligibilité applicables en ce qui concerne le mandat de conseiller provincial et qui n'est ni membre du personnel de la zone, ni membre du personnel provincial."

**Art. 83.** Dans le texte néerlandais de l'article 42, 3°, de la même loi, le mot "hetzij" est remplacé par le mot "tenzij".

**Art. 84.** A l'article 51 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots "ou de sa province";

2° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer le type de décisions qui, en raison de leur importance, sont soumises aux mêmes règles de pondération des votes que celles applicables en matière de budget."

**Art. 85.** A l'article 68 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par les phrases suivantes :

"Pour la première inscription de la dotation communale, cet accord est obtenu au plus tard le premier jour du deuxième mois précédant celui de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 106, alinéa 1<sup>er</sup>. Pour les inscriptions suivantes de la dotation communale, l'accord doit toujours être obtenu au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant celle pour laquelle la dotation est prévue.;"

2° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer un ou plusieurs critères complémentaires."

**Art. 86.** A l'article 69 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

"La dotation fédérale est composée d'une dotation de base et de dotations complémentaires.;"

2° dans l'alinéa 2 qui devient l'alinéa 3, les mots "des dotations fédérales" sont remplacés par les mots "la dotation fédérale de base";

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Les dotations fédérales complémentaires sont réparties sur base de clés de répartition spécifiques déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres."

**Art. 79.** In artikel 26 van dezelfde wet wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

"De raad is exclusief bevoegd voor het vaststellen van alle reglementaire bepalingen in de materies bepaald in deze wet, binnen de grenzen van de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet."

**Art. 80.** In artikel 28, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "tweede maand" vervangen door de woorden "derde maand".

**Art. 81.** In artikel 31 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "op zijn schriftelijk verzoek, gericht aan de voorzitter van het college, vervangen voor een maximale periode van vijftien weken, ten vroegste vanaf de zevende week voor de vermoedelijke datum van de geboorte of van de adoptie" vervangen door de woorden "tijdens deze periode vervangen overeenkomstig de geldende regels van kracht op gemeentelijk niveau";

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden "Het eerste en tweede lid zijn" vervangen door de woorden "Het eerste lid is".

**Art. 82.** In artikel 32 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "lid van de zoneraad" vervangen door de woorden "lid van de zoneraad bedoeld in artikel 24, eerste lid";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"Het lid van de zoneraad aangewezen door de provincieraad dat ingevolge een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersoon, gekozen uit de kiezers van de provincieraad die voldoen aan de kiesbaarheidsvoorwaarden die van toepassing zijn voor wat betreft het mandaat van provincieraadslid en die noch lid is van het zonepersoneel, noch lid van het provinciepersoneel."

**Art. 83.** In artikel 42, 3° van dezelfde wet wordt het woord "hetzij" vervangen door het woord "tenzij".

**Art. 84.** In artikel 51 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "of van zijn provincie";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het type beslissingen bepalen die, omwille van hun belangrijkheid, onderworpen worden aan dezelfde regels inzake weging van de stemmen als die welke van toepassing zijn inzake budget."

**Art. 85.** In artikel 68 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"Voor de eerste inschrijving van de gemeentelijke dotatie wordt dit akkoord bereikt ten laatste de eerste dag van de tweede maand voorafgaand aan de maand van inwerkingtreding van het in artikel 106, eerste lid, bedoelde koninklijk besluit. Voor de volgende inschrijvingen van de gemeentelijke dotatie, moet het akkoord altijd verkregen worden ten laatste op 1 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de dotatie voorzien is.;"

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een of meerdere aanvullende criteria bepalen."

**Art. 86.** In artikel 69 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"De federale dotatie bestaat uit een basisdotatie en bijkomende dotaties.;"

2° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "federale dotaties" vervangen door de woorden "federale basisdotatie";

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De bijkomende federale dotaties worden verdeeld op basis van specifieke verdeelsleutels die door de Koning worden bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad."

**Art. 87.** L'article 75, § 2, de la même loi, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"En vue du recouvrement des créances certaines et exigibles, le comptable spécial peut envoyer une contrainte visée et rendue exécutoire par le collègue. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collègue que si la dette est exigible, liquide et certaine. Le débiteur doit en outre être préalablement mis en demeure par courrier recommandé. La zone peut imputer des frais administratifs pour ce courrier recommandé. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent être recouverts par la contrainte. Les dettes des personnes de droit public ne peuvent jamais être recouvrées par contrainte. Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation."

**Art. 88.** Dans l'article 93, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les termes "créanciers de la commune" sont remplacés par les termes "créanciers de la zone".

**Art. 89.** L'article 101 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 101. Le personnel de la zone est composé de membres administratifs et de membres opérationnels."

**Art. 90.** L'article 102 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 102. Le conseil fixe, sur proposition du commandant de zone, le plan du personnel de la zone.

Pour le plan du personnel du personnel opérationnel, le conseil tient compte des critères fixés par le Roi."

**Art. 91.** Dans l'article 103, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le mot "cadre" est remplacé par le mot "personnel".

**Art. 92.** A l'article 104 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "propose" est remplacé par les mots "peut proposer";

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Le Roi peut fixer les modalités de conclusion et le contenu d'une telle convention."

**Art. 93.** Dans l'article 105 de la même loi, le mot "cadre" est remplacé par le mot "personnel".

**Art. 94.** Dans l'article 106 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

"Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel des zones, en ce compris la formation";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"La zone fixe le statut administratif et pécuniaire de son personnel administratif."

**Art. 95.** Dans la même loi, il est inséré un article 106/1 rédigé comme suit :

"Art. 106/1. La zone de secours peut, dans le cadre de l'imposition éventuelle d'une sanction disciplinaire, procéder à l'exécution d'un test d'alcoolémie et de drogue auprès du personnel opérationnel aux conditions définies ci-après.

Le membre du personnel professionnel ou volontaire de la zone qui présente des signes manifestes d'être sous l'influence d'alcool en service se soumet à un test d'haleine, à la demande de son supérieur hiérarchique. Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test d'haleine.

Le membre du personnel professionnel ou volontaire de la zone qui présente des signes manifestes de consommation de drogues en service se soumet à un test de détection de drogues, à la demande de son supérieur hiérarchique. Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test de détection de drogues."

**Art. 96.** Dans l'article 117, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 3 août 2012, les mots "centres provinciaux de formation des services publics d'incendie" sont remplacés par les mots "centres de formation pour la sécurité civile".

**Art. 87.** Artikel 75, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare schuldvorderingen kan de bijzondere rekenplichtige een dwangbevel uitvoeren, geveiseerd en uitvoerbaar verklaard door het college. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploit stuit de verjaring. Een bevel kan door het college alleen worden geveiseerd en uitvoerbaar verklaard als de schuld opeisbaar, vaststaand en zeker is. De schuldenaar moet bovendien vooraf aangemaand zijn met een aangetekende brief. De zone kan administratieve kosten aanrekenen voor deze aangetekende brief. Deze kosten vallen ten laste van de schuldenaar en kunnen eveneens ingevorderd worden via het dwangbevel. Schulden van een publieke rechtspersoon kunnen nooit via een dwangbevel worden ingevorderd. Verzet kan tegen dat exploit worden ingediend binnen één maand na de betekening ervan bij verzoekschrift of door een dagvaarding ten gronde."

**Art. 88.** In artikel 93, § 2, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "schuldeisers van de gemeenten" vervangen door de woorden "schuldeisers van de zone".

**Art. 89.** Artikel 101 van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 101. Het personeel van de zone bestaat uit administratieve leden en operationele leden."

**Art. 90.** Artikel 102 van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 102. De raad bepaalt, op voorstel van de zonecommandant, het personeelsplan van de zone.

Voor het personeelsplan van het operationeel personeel houdt de raad rekening met de door de Koning bepaalde criteria."

**Art. 91.** In artikel 103, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord "kader" vervangen door het woord "personeel".

**Art. 92.** In artikel 104 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "stelt" vervangen door het woord "kan" en worden de woorden "voor om" vervangen door de woorden "voorstellen om";

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt :

"De Koning kan de nadere regels voor het afsluiten van een dergelijke overeenkomst en de inhoud ervan vastleggen."

**Art. 93.** In artikel 105 van dezelfde wet wordt het woord "kader" vervangen door het woord "personeel".

**Art. 94.** In artikel 106 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

"De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De zone legt het administratief en geldelijk statuut van haar administratief personeel vast."

**Art. 95.** In dezelfde wet wordt een artikel 106/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 106/1. De hulpverleningszone kan in het kader van het eventueel opleggen van een tuchtsanctie, overgaan tot het uitvoeren van een alcohol- of drugtest bij het operationeel personeel onder de hierna bepaalde voorwaarden.

Het vrijwillig of het beroepspersoneelslid van de zone dat tijdens de dienst kennelijke tekenen van onder invloed van alcohol te zijn vertoont, onderwerpt zich op vraag van zijn hiërarchische meerdere aan een ademtest. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de ademtest.

Het vrijwillig of het beroepspersoneelslid van de zone dat tijdens de dienst kennelijke tekenen vertoont van onder invloed te zijn van drugs, onderwerpt zich op vraag van zijn hiërarchische meerdere aan een drugtest. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de drugtest."

**Art. 96.** In artikel 117, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 augustus 2012, worden de woorden "provinciale opleidingscentra voor de openbare hulpdiensten" vervangen door de woorden "opleidingscentra voor de civiele veiligheid".

**Art. 97.** A l'article 123 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "par l'expédition d'une lettre recommandée à la poste par laquelle l'autorité de tutelle" sont remplacés par les mots "le jour où l'autorité de tutelle fait savoir qu'elle";

2° les mots "transmis par lettre recommandée ou remis contre récépissé" sont abrogés.

**Art. 98.** A l'article 126 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"A défaut pour l'autorité zonale de justifier la délibération suspendue dans le délai de quarante jours, la délibération suspendue est considérée comme nulle de plein droit.";

2° dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "ou d'initiative à l'expiration du délai mentionné au § 2" et les mots "ou de l'expiration du délai visé au § 2" sont abrogés.

**Art. 99.** Dans l'article 127 de la même loi, le mot "cadre" est remplacé par le mot "plan".

**Art. 100.** Dans l'article 129 de la même loi, les mots "cadre organique du personnel opérationnel et à celui du personnel administratif" sont remplacés par les mots "plan du personnel".

**Art. 101.** L'article 130 de la même loi est abrogé.

**Art. 102.** Dans l'article 132 de la même loi, les mots "cadre organique" sont remplacés par les mots "plan du personnel".

**Art. 103.** Dans l'article 170 de la même loi, les mots "ou du directeur général chargé de la gestion des unités opérationnelles de la protection civile ou du fonctionnaire dirigeant d'une unité opérationnelle" sont insérés entre les mots "ou du commandant de zone" et les mots "chacun dans le cadre de ses compétences".

**Art. 104.** Dans l'article 174 de la même loi, les mots "le cadre," sont abrogés.

**Art. 105.** L'intitulé du titre XIIIbis de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Titre VIII/1. Des centres de formation pour la sécurité civile."

**Art. 106.** A l'article 175/1 de la même loi, inséré par la loi du 29 décembre 2010, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "centres provinciaux de formation pour les services publics de secours" sont remplacés par les mots "centres de formation pour la sécurité civile";

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "et de la conclusion d'une convention avec le SPF Intérieur" sont abrogés;

3° l'article est complété par les §§ 2 à 5, rédigés comme suit :

"§ 2. Des subsides peuvent être octroyés pour le financement de l'infrastructure, du matériel et du support pédagogique relatifs aux formations des membres des services publics de secours.

Ces subsides peuvent être accordés aux centres de formation pour la sécurité civile agréés à condition qu'ils aient conclu une convention avec l'État fédéral.

Le Roi détermine le contenu minimal de cette convention ainsi que les conditions complémentaires et les modalités d'octroi des subsides.

§ 3. Des subsides peuvent être octroyés pour couvrir tous les coûts d'une formation déterminée autre que les formations visées au § 1<sup>er</sup>, pour répondre aux besoins de formation constatés et aux nouvelles évolutions. Le Roi fixe les conditions d'octroi, aux centres de formation pour la sécurité civile agréés, de ces subsides.

§ 4. Le Roi fixe la clé de répartition des subsides visés aux §§ 2 et 3 entre les centres de formation pour la sécurité civile agréés.

La clé de répartition tient compte des critères suivants :

1° le chiffre de la population;

2° la superficie;

3° le nombre de pompiers;

4° le nombre d'élèves subventionnés pour les formations de brevet.

**Art. 97.** In artikel 123 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "door het versturen van een bij de post aangetekende brief waarbij de toezichthoudende overheid" worden vervangen door de woorden "op de dag dat de toezichthoudende overheid meedeelt dat ze";

2° de woorden "per aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs" worden opgeheven.

**Art. 98.** In artikel 126 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Wanneer de zoneoverheid het geschorste besluit niet rechtvaardigt binnen de termijn van veertig dagen, wordt het geschorste besluit van rechtswege als nietig beschouwd.";

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden "of op eigen initiatief bij het verstrijken van de in § 2 vermelde termijn" en de woorden "of na het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn" opgeheven.

**Art. 99.** In artikel 127 van dezelfde wet worden de woorden "de personeelsformatie" vervangen door de woorden "het personeelsplan".

**Art. 100.** In artikel 129 van dezelfde wet worden de woorden "de personeelsformatie van het operationeel personeel en dat van het administratief personeel" vervangen door de woorden "het personeelsplan".

**Art. 101.** Artikel 130 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 102.** In artikel 132 van dezelfde wet worden de woorden "de personeelsformatie" vervangen door de woorden "het personeelsplan".

**Art. 103.** In artikel 170 van dezelfde wet worden de woorden "of de directeur-generaal belast met het beheer van de operationele eenheden van de civiele bescherming of de leidinggevende ambtenaar van een operationele eenheid" ingevoegd tussen de woorden "of de zonecommandant" en de woorden "in het kader van hun bevoegdheden".

**Art. 104.** In artikel 174 van dezelfde wet worden de woorden "het kader," opgeheven.

**Art. 105.** In dezelfde wet wordt het opschrift van titel XIIIbis vervangen door wat volgt :

"Titel VIII/1. Opleidingscentra voor de civiele veiligheid."

**Art. 106.** In artikel 175/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 december 2010, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "provinciale opleidingscentra voor de openbare hulpdiensten" vervangen door de woorden "opleidingscentra voor de civiele veiligheid";

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden "en het sluiten van een overeenkomst met de FOD Binnenlandse Zaken" opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met de §§ 2 tot 5 luidende :

"§ 2. Subsidies kunnen toegekend worden voor het financieren van infrastructuur, materieel en pedagogische ondersteuning van de opleidingen voor de leden van de openbare hulpdiensten.

Deze subsidies kunnen worden toegekend aan de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid, op voorwaarde dat zij een overeenkomst gesloten hebben met de Federale Staat.

De Koning bepaalt de minimale inhoud van deze overeenkomst evenals de bijkomende voorwaarden en de nadere regels voor toekenning van de subsidies.

§ 3. Subsidies kunnen toegekend worden om alle kosten van een bepaalde opleiding, andere dan de opleidingen bedoeld in § 1, te dekken, om tegemoet te komen aan vastgestelde opleidingsbehoeften en nieuwe evoluties. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de toekenning aan de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid van deze subsidies.

§ 4. De Koning legt de verdeelsleutel vast voor de subsidies, bedoeld in de §§ 2 en 3, tussen de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid.

De verdeelsleutel houdt rekening met de volgende criteria :

1° het bevolkingscijfer;

2° de oppervlakte;

3° het aantal brandweerlieden;

4° het aantal gesubsidieerde leerlingen voor brevetopleidingen.

§ 5. Le Roi fixe les conditions de partenariat entre les centres de formation pour la sécurité civile agréés en vue de spécialiser et d'optimiser la formation et le fonctionnement des centres."

**Art. 107.** Dans la même loi, il est inséré un titre IX/1, intitulé :

"Titre IX/1. Des missions internationales."

**Art. 108.** Dans le titre IX/1, inséré par l'article 107, il est inséré un article 177/1 rédigé comme suit :

"Art. 177/1. Le ministre ou son délégué est compétent pour les questions internationales liées à la sécurité civile et traitées dans les organisations internationales ou européennes et pour les échanges bilatéraux ou multilatéraux."

**Art. 109.** L'article 181 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 181. § 1<sup>er</sup>. Le ministre ou son délégué peut, lors des interventions effectuées dans le cadre des missions visées à l'article 11, en l'absence de services publics disponibles et à défaut de moyens suffisants, procéder à la réquisition des personnes et des choses qu'il juge nécessaire."

Le même pouvoir est reconnu au bourgmestre ainsi qu'au commandant de zone et, par délégation de ce dernier, aux officiers lors d'interventions de ces services dans le cadre de leurs missions.

Le Roi fixe la procédure et les modalités de la réquisition.

§ 2. Supportent les frais liés à la réquisition des personnes et des choses et remboursent ces frais aux ayants droit :

1° l'État, lorsque c'est le ministre ou son délégué qui procède à la réquisition;

2° la commune lorsque c'est le bourgmestre qui procède à la réquisition;

3° la zone lorsque c'est le commandant de zone ou les officiers qui procèdent à la réquisition.

Les frais ne sont pas dus lorsqu'ils résultent de la réparation des dommages occasionnés aux personnes et aux choses requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu, lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

§ 3. Pendant la durée des prestations, le contrat de travail et le contrat d'apprentissage sont suspendus au profit des travailleurs qui font partie de ces services ou qui font l'objet d'une réquisition."

**Art. 110.** L'article 182 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le même pouvoir est reconnu au bourgmestre."

**Art. 111.** L'article 197 de la même loi est abrogé.

**Art. 112.** A l'article 201 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte actuel de l'article qui formera l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots "pour toutes les zones de secours";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"L'article 9, § 2, de la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile est abrogé le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 174."

**Art. 113.** A l'article 203 de la même loi, la phrase "Les sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune sont transférés au cadre opérationnel de la zone de secours dont fait partie cette commune" est remplacée par ce qui suit :

"Les sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune deviennent du personnel opérationnel de la zone dont fait partie cette commune."

§ 5. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de samenwerking tussen de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid teneinde de opleiding en de werking van de centra te specialiseren en te optimaliseren."

**Art. 107.** In dezelfde wet wordt een titel IX/1 ingevoegd, luidende :

"Titel IX/1. Internationale opdrachten."

**Art. 108.** In titel IX/1, ingevoegd bij artikel 107, wordt een artikel 177/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 177/1. De minister of zijn afgevaardigde is bevoegd voor internationale vragen met betrekking tot de civiele veiligheid die behandeld worden in internationale of Europese organisaties en voor bilaterale of multilaterale uitwisselingen."

**Art. 109.** Artikel 181 van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 181. § 1. De minister of zijn afgevaardigde kan, bij interventies in het kader van de opdrachten vermeld in artikel 11, in afwezigheid van beschikbare openbare diensten en bij gebrek aan voldoende middelen, de personen en zaken die hij nodig acht, opvorderen."

Dezelfde bevoegdheid wordt verleend aan de burgemeester, alsook aan de zonecommandant en, bij delegatie van deze laatste, aan de officieren tijdens interventies van deze diensten in het kader van hun opdrachten.

De Koning legt de procedure en de nadere regels van de opvoering vast.

§ 2. Dragen de kosten verbonden aan de opvoering van personen en zaken en vergoeden deze kosten aan de rechthebbenden :

1° de Staat, wanneer het de minister of zijn afgevaardigde is die overgaat tot de opvoering;

2° de gemeente wanneer het de burgemeester is die overgaat tot de opvoering;

3° de zone wanneer het de zonecommandant of de officieren zijn die overgaan tot de opvoering.

De kosten zijn niet verschuldigd wanneer ze voortvloeien uit de herstelling van de schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en zaken en voortvloeien uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvoering plaatsvond, wanneer het ongeval opzettelijk veroorzaakt werd door het slachtoffer.

§ 3. Tijdens de duur van de prestaties, worden de arbeidsovereenkomst en het leercontract geschorst ten voordele van de werknemers die deel uitmaken van deze diensten of die opgevorderd werden."

**Art. 110.** Artikel 182 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Dezelfde bevoegdheid wordt toegekend aan de burgemeester."

**Art. 111.** Artikel 197 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 112.** In artikel 201 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bestaande tekst van het artikel die het eerste lid zal vormen wordt aangevuld met de woorden "voor alle hulpverleningszones";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Artikel 9, § 2, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming wordt opgeheven op de dag van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 174."

**Art. 113.** In artikel 203 van dezelfde wet wordt de zin "de beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente worden overgedragen naar het operationele kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt" vervangen door wat volgt :

"De beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente worden operationeel personeel van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt."

**Art. 114.** L'article 204, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Les membres des services d'incendie qui, sur la base d'un contrat d'engagement, sont en service auprès d'une commune en tant que sapeurs-pompiers volontaires deviennent du personnel opérationnel de la zone dont fait partie cette commune."

**Art. 115.** Dans l'article 205 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

"Le personnel administratif et technique des services publics d'incendie devient du personnel administratif de la zone dont fait partie cette commune, avec maintien de sa qualité de personnel statutaire ou contractuel."

2° dans l'alinéa 2 les mots "du cadre" sont abrogés.

**Art. 116.** A l'article 206 de la même loi, modifié par les lois du 28 avril 2010 et du 3 août 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 3, 3° et 4°, les mots "article 207, alinéa 1<sup>er</sup>" sont chaque fois remplacés par les mots "article 207, § 1<sup>er</sup>";

2° dans le § 4, les mots "au cadre" sont remplacés par les mots "comme personnel".

**Art. 117.** Dans l'article 206/1 de la même loi, inséré par la loi du 28 avril 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup> dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, les mots "au cadre opérationnel de" sont remplacés par "à";

2° l'alinéa 2 dont le texte actuel formera le § 4 est complété par les mots suivants : "notamment les règles relatives à l'évaluation du membre du personnel détaché";

3° entre les §§ 1<sup>er</sup> et 4 sont insérés les §§ 2 et 3 rédigés comme suit :

"§ 2. En attendant leur transfert à la zone dont fait partie la commune, les sapeurs-pompiers visés à l'article 203 et les membres des services d'incendie visés à l'article 204 sont détachés ou mis à disposition de la zone dont fait partie leur commune dès que les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours en application de l'article 220.

Le détachement ou la mise à disposition prend fin d'office au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté pris en exécution de l'article 106, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. En attendant son transfert vers la zone dont fait partie la commune, le personnel administratif et technique visé à l'article 205 est détaché ou mis à disposition de la zone dont fait partie sa commune dès que les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours en application de l'article 220.

Le détachement ou la mise à disposition prend fin d'office lorsque la zone a fixé le statut visé à l'article 106, alinéa 3."

**Art. 118.** A l'article 207 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

"Le Roi détermine les dispositions applicables au personnel qui fait usage de cette possibilité."

2° Dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots ", alinéa 1<sup>er</sup>", pour le personnel visé aux articles 203 et 204 et dans les trois mois à partir de la publication du statut visé à l'article 106, alinéa 3 pour le personnel visé à l'article 205," sont insérés entre les mots "l'article 106" et les mots "et est communiqué";

3° le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 2, le délai de trois mois commence à courir à la date de la reprise du service, pour les personnes qui, à la date de leur transfert aux zones de secours, ont droit à une pension temporaire pour cause d'inaptitude physique ou sont autorisées à être absentes pour une longue durée pour raisons personnelles ou sont en interruption de carrière complète."

4° l'article est complété par le § 2, rédigé comme suit :

"§ 2. Les membres du personnel opérationnel et du personnel administratif de la zone qui, conformément aux dispositions de la loi et de la position juridique qui leur est applicable, sont nommés, promus, désignés à une fonction à conférer par mobilité ou désignés à une fonction à mandat visée par la loi ou en exécution de la loi, sont à partir

**Art. 114.** Artikel 204, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

"De brandweerlieden die, op basis van een dienstnemingscontract, als vrijwillig brandweerman in dienst zijn bij een gemeente, worden operationeel personeel van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt."

**Art. 115.** In artikel 205 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

"Het administratief en technisch personeel van de openbare brandweerdiensten wordt administratief personeel van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, met behoud van hun hoedanigheid als statutair of contractueel personeel."

2° in het tweede lid wordt het woord "kader" vervangen door het woord "personeel".

**Art. 116.** In artikel 206 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 april 2010 en 3 augustus 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, 3° en 4°, worden de woorden "artikel 207, eerste lid" telkens vervangen door de woorden "artikel 207, § 1°";

2° in § 4 worden de woorden "naar het operationele kader" vervangen door de woorden "als operationeel personeel".

**Art. 117.** In artikel 206/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 april 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid dat § 1 zal vormen, worden de woorden "het operationele kader van" opgeheven;

2° het tweede lid, waarvan de bestaande tekst § 4 zal vormen wordt aangevuld met de volgende woorden : "met name de regels betreffende de evaluatie van het gedetacheerde personeelslid";

3° tussen §§ 1 en 4 worden §§ 2 en 3 ingevoegd, luidende :

"§ 2. In afwachting van hun overdracht naar de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, worden de brandweerlieden bedoeld in artikel 203 en de brandweerlieden bedoeld in artikel 204 gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt van zodra de brandweerdiensten ondergebracht zijn in de brandweer- en reddingsposten in toepassing van artikel 220.

De detachering of de terbeschikkingstelling wordt automatisch beëindigd op het ogenblik van inwerkingtreding van het besluit genomen ter uitvoering van artikel 106, eerste lid.

§ 3. In afwachting van zijn overdracht naar de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, wordt het administratief en technisch personeel bedoeld in artikel 205 gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt van zodra de brandweerdiensten ondergebracht zijn in de brandweer- en reddingsposten in toepassing van artikel 220.

De detachering of de terbeschikkingstelling wordt automatisch beëindigd wanneer de zone het in artikel 106, derde lid, bedoelde statuut heeft vastgelegd."

**Art. 118.** In artikel 207 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

"De Koning bepaalt welke de bepalingen zijn die van toepassing zijn op het personeel dat van deze mogelijkheid gebruik maakt."

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden ", eerste lid, voor het personeel bedoeld in de artikelen 203 en 204 en binnen de drie maanden van hun overdracht naar de bekendmaking van het statuut bedoeld in artikel 106, derde lid voor het personeel bedoeld in artikel 205," ingevoegd tussen de woorden "artikel 106" en de woorden "en wordt door het betrokken personeelslid".

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"In afwijking van het tweede lid, vangt de termijn van drie maanden aan, op de datum van de dienst hervatting, voor de personen die op de datum van hun overdracht naar de hulpverleningszones gerechtigd zijn op een tijdelijk pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid of langdurig gerechtigd afwezig zijn wegens persoonlijke aangelegenheden of een voltijdse loopbaanonderbreking."

4° het artikel wordt aangevuld met een § 2, luidende :

"§ 2. De personeelsleden van het operationeel personeel en van het administratief personeel van de zone die, in overeenstemming met de bepalingen van de wet en de rechtspositie die op hen van toepassing is, worden benoemd, bevorderd of aangewezen voor een bij mobiliteit te begeven betrekking of voor een in de wet of een in uitvoering van de



du jour de la signification ou de la notification de la décision de nomination, de promotion ou de désignation, quel que soit leur statut ou leur position juridique, soumis de plein droit à toutes les dispositions qui déterminent le statut ou la position juridique des membres du personnel opérationnel ou du personnel administratif de la zone.

La décision de nomination, de promotion ou de désignation précise expressément qu'à partir de la date de sa signification ou de sa notification, le membre du personnel concerné est soumis de plein droit à toutes les dispositions qui déterminent le statut ou la position juridique des membres du personnel opérationnel ou du personnel administratif de la zone."

**Art. 119.** Dans l'article 208 de la même loi, les mots "dans le cadre opérationnel de la zone" sont remplacés par les mots "vers la zone".

**Art. 120.** A l'article 215 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est abrogé;

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. Le transfert des biens immeubles visés au § 1<sup>er</sup> se fait par acte authentique."

**Art. 121.** A l'article 218 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "et immeubles" et les mots "et 215, § 2" sont abrogés;

2° les mots "aux articles 210, § 2" sont remplacés par les mots "à l'article 210, § 2";

3° les mots "aux articles 212 et 216" sont remplacés par les mots "à l'article 212".

**Art. 122.** Dans la même loi, il est inséré un article 219/1 rédigé comme suit :

"Art. 219/1. Dans l'attente de l'entrée en vigueur des zones visées à l'article 220, l'inspection générale visée aux articles 168 à 174 exécute ses missions à l'égard des services d'incendie visés à l'article 10 de la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile. Pour l'application de cet article, le mot "zone" renvoie à "commune"."

**Art. 123.** L'article 220 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 220. § 1<sup>er</sup>. Les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours, lorsque le Roi constate qu'il a été satisfait aux conditions suivantes :

1° la circonscription territoriale de la zone a été fixée, conformément à l'article 14;

2° le statut visé à l'article 106, alinéa 1<sup>er</sup>, a été adopté et est en vigueur;

3° la dotation fédérale a été fixée, conformément à l'article 69;

4° les dotations des diverses communes de la zone ont été inscrites dans les budgets communaux, conformément à l'article 68.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le conseil de prézone peut demander, par une décision adoptée à la majorité absolue, que les services d'incendie présents sur son territoire soient intégrés en une zone de secours lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° la circonscription territoriale de la zone a été fixée, conformément à l'article 14;

2° la dotation fédérale a été fixée, conformément à l'article 69.

Le Roi constate le passage de la pré-zone en zone de secours. Dans ce cas, les dispositions de la présente loi relatives aux zones de secours sont applicables à la zone dès que le constat est établi, à l'exception de l'article 67, alinéa 2.

§ 3. Par dérogation au § 2, à défaut de majorité absolue, mais à la demande d'une ou de plusieurs communes représentant plus de 50 % des habitants inscrits au registre de la population à la date de la demande, le Roi peut constater, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le passage de la pré-zone en zones de secours.

§ 4. Dans les cas visés aux §§ 2 et 3, le personnel communal est mis à disposition ou détaché auprès de la zone de secours conformément à l'article 206/1."

wet bedoelde mandaatfunctie, worden met ingang van de dag waarop de benoemings-, bevorderings- of aanwijzingsbeslissing hen is ter kennis gebracht of betekend, ongeacht hun statuut of rechtspositie, van rechtswege onderworpen aan alle bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel personeel of van het administratief personeel van de zone.

De beslissing tot benoeming, bevordering of aanwijzing bepaalt uitdrukkelijk dat vanaf de datum van kennisgeving of betekening ervan het betrokken personeelslid van rechtswege onderworpen is aan alle bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel personeel of van het administratief personeel van de zone."

**Art. 119.** In artikel 208 van dezelfde wet worden de woorden "het zonale operationeel kader" vervangen door de woorden "de zone".

**Art. 120.** In artikel 215 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt opgeheven;

2° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

"§ 2. De overdracht van de in § 1 bedoelde onroerende goederen gebeurt bij authentieke akte."

**Art. 121.** In artikel 218 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "en onroerende" en de woorden "en 215, § 2" worden opgeheven;

2° de woorden "in de artikelen 210, § 2" worden vervangen door de woorden "in artikel 210, § 2";

3° de woorden "in de artikelen 212 en 216" worden vervangen door de woorden "in artikel 212".

**Art. 122.** In dezelfde wet wordt een artikel 219/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 219/1. In afwachting van de inwerkingtreding van de zones bedoeld in artikel 220 voert de algemene inspectie, bedoeld in de artikelen 168 tot 174, haar opdrachten uit bij de brandweerdiensten, bedoeld bij artikel 10 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming. Voor de toepassing van dit artikel, wordt met de term "de zone", "de gemeente" bedoeld."

**Art. 123.** Artikel 220 van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 220. § 1. De brandweerdiensten worden in de brandweer- en hulpverleningsposten geïntegreerd, wanneer de Koning vaststelt dat de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het territoriale ambtsgebied van de zone is vastgesteld, overeenkomstig artikel 14;

2° het in artikel 106, eerste lid, bedoelde statuut, werd goedgekeurd en is van kracht;

3° de federale dotatie werd bepaald, overeenkomstig artikel 69;

4° de dotaties van de verschillende gemeenten van de zone werden ingeschreven in de gemeentebegrotingen, overeenkomstig artikel 68.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de pre-zoneraad, door een bij absolute meerderheid aangenomen beslissing, vragen dat de brandweerdiensten die aanwezig zijn op zijn grondgebied geïntegreerd worden in een hulpverleningszone wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het territoriale ambtsgebied van de zone is vastgesteld, overeenkomstig artikel 14;

2° de federale dotatie werd bepaald, overeenkomstig artikel 69.

De Koning stelt de overgang van de prezone naar de hulpverleningszone vast. In dat geval zijn de bepalingen van deze wet betreffende de hulpverleningszones van toepassing op de zone, zodra de officiële verklaring opgesteld is, met uitzondering van artikel 67, tweede lid.

§ 3. In afwijking van § 2, bij gebrek aan een absolute meerderheid maar op de vraag van een of meerdere gemeenten die op de dag van de aanvraag meer dan 50 % van de bevolking ingeschreven in het bevolkingsregister vertegenwoordigen, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de overgang van de prezone naar hulpverleningszone vaststellen.

§ 4. In de gevallen bedoeld in §§ 2 en 3, wordt het gemeentelijk personeel gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van de hulpverleningszone overeenkomstig artikel 206/1."

**Art. 124.** L'article 221 de la même loi dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, est complété par les §§ 2 et 3 rédigés comme suit :

“§ 2. Les communes concluent entre elles des conventions qui règlent :

1° les modalités financières et de mise en œuvre de l'aide adéquate la plus rapide;

2° les modalités de renfort en personnel et matériels.

§ 3. En l'absence de convention visée au § 2, la commune dont un poste a effectué une intervention sur le territoire d'une autre commune dans le cadre du principe de l'aide adéquate la plus rapide peut répercuter sur cette autre commune les coûts de l'intervention en question.”

**Art. 125.** A l'article 221/1, de la même loi, inséré par la loi du 3 août 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

2° dans le § 2, 1°, la phrase “Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en cas de parité de voix, la préférence est accordée au candidat le plus âgé.” est abrogée;

3° dans le § 2, 4°, sixième tiret, les mots “alinéa 2” sont remplacés par les mots “§ 1<sup>er</sup>, alinéa 2”;

4° dans le § 3, les modifications suivantes son apportées :

a) les mots “32, alinéas 1<sup>er</sup> et 3” sont remplacés par les mots “32, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4”;

b) les mots “67, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 3°, et 5°” sont remplacés par les mots “67 alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3° et 5°” et les mots “53 à 54” sont remplacés par les mots “52 à 54”;

5° dans le § 5, alinéa 2, les mots “67, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 3°, et 5°”, sont remplacés par les mots “67 alinéa, 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3° et 5°”;

6° dans le § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “dans un délai de deux ans à dater de l'approbation de celui-ci” sont remplacés par les mots “pour le 31 décembre de l'année pour laquelle la dotation est octroyée”;

7° dans le § 6, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

“Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être lu comme le 31 décembre 2013 pour la dotation ayant trait à l'année 2012.”;

8° l'article est complété par le § 7, rédigé comme suit :

“§ 7. La prézone peut décider d'engager des pompiers professionnels, des pompiers volontaires et des personnes chargées d'effectuer le contrôle de l'application des mesures prescrites par les lois et règlements relatifs à la prévention des incendies.

Le personnel administratif de la prézone est composé d'agents statutaires et contractuels.

La prézone détermine les règles qui sont applicables à son personnel. Il s'agit des règles fixant le statut des membres du personnel du service public d'incendie en vigueur dans l'une des communes de la prézone. Une seule commune peut être choisie comme cadre de référence.

Le personnel de la prézone est transféré à la zone de secours dont fait partie cette prézone, dans les mêmes conditions et en même temps que le personnel visé aux articles 203 à 205.”

**Art. 126.** L'article 125 de la présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, sauf les 6° et 7° modifiant l'article 221/1, § 6, qui produisent leurs effets le 5 octobre 2012.

**Art. 127.** A l'article 223 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais, le mot “*personeelsformatie*” est chaque fois remplacé par le mot “*personeelsbezetting*”;

2° les mots “102, alinéa 2 et 119, § 1<sup>er</sup>” sont remplacés par les mots “6, § 1<sup>er</sup>, et 102, alinéa 2”.

**Art. 124.** 221 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met de §§ 2 en 3, luidende :

“§ 2. De gemeenten sluiten onderling overeenkomsten die :

1° de financiële modaliteiten en de uitvoering van de snelste adequate hulp regelen;

2° de modaliteiten voor versterking inzake personeel en materieel regelen.

§ 3. Bij gebrek aan een overeenkomst zoals bedoeld in § 2, kan de gemeente waarvan een post in het kader van het principe van de snelste adequate hulp een interventie heeft uitgevoerd op het grondgebied van een andere gemeente, de kosten van de betreffende interventie op deze andere gemeente verhalen.”

**Art. 125.** In artikel 221/1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 augustus 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2° in § 2, 1°, wordt de zin “In afwijking van § 1, tweede lid, wordt in geval van staking van stemmen voorkeur gegeven aan de oudste kandidaat” opgeheven;

3° in § 2, 4°, zesde streepje, worden de woorden “tweede lid” vervangen door de woorden “§ 1, tweede lid”;

4° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “32, eerste en derde lid” worden vervangen door de woorden “32, eerste, tweede en vierde lid”;

b) de woorden “67, eerste lid, 2°, 3° en 5°” worden vervangen door de woorden “67, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 5°” en de woorden “53 tot 54” worden vervangen door de woorden 52 tot 54”;

5° in § 5, tweede lid worden de woorden “67, eerste lid, 2°, 3° en 5°” vervangen door de woorden “67, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 5°”;

6° in § 6, eerste lid, worden de woorden “binnen een termijn van twee jaar vanaf de goedkeuring ervan” vervangen door de woorden “voor 31 december van het jaar waarvoor de dotatie wordt toegekend”;

7° in § 6 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

“De termijn bedoeld in het eerste lid moet gelezen worden als 31 december 2013 voor de dotatie toegekend in het jaar 2012.”;

8° het artikel wordt aangevuld met een § 7 luidende :

“§ 7. De prezone kan beslissen om beroepsbrandweerlieden, vrijwillige brandweerlieden en personen belast met het uitvoeren van de controle van de toepassing van de maatregelen, voorgeschreven door de wetten en reglementen met betrekking tot de brandpreventie aan te werven.

Het administratief personeel van de prezone bestaat uit statutaire en contractuele personeelsleden.

De prezone legt de regels vast die van toepassing zijn op haar personeel. Het gaat om de regels die het statuut van de personeelsleden van de openbare brandweerdiensten bepalen, en die van kracht zijn in een van de gemeenten van de prezone. Een enkele gemeente kan gekozen worden als referentiekader.

Het personeel van de prezone wordt overgedragen naar de hulpverleningszone waarvan deze prezone deel uitmaakt, onder dezelfde voorwaarden en gelijktijdig met het personeel bedoeld in de artikelen 203 tot 205.”

**Art. 126.** Artikel 125 van deze wet treedt in werking op 1 januari 2014, behoudens de bepalingen onder 6° en 7° tot wijziging van artikel 221/1, § 6, die uitwerking hebben met ingang van 5 oktober 2012.

**Art. 127.** In artikel 223 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “*personeelsformatie*” wordt telkens vervangen door het woord “*personeelsbezetting*”;

2° de woorden “102, tweede lid, en artikel 119, § 1” worden vervangen door de woorden “6, § 1, en 102, tweede lid”.

**Art. 128.** Dans l'article 224, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le 5<sup>o</sup> est abrogé.

**CHAPITRE 2.** — *Modification de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile - Subsides aux écoles du feu en vue du financement d'infrastructure, de matériel et de soutien pédagogique*

**Art. 129.** A l'article 12/1, de la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile, inséré par la loi du 29 décembre 2010, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "centres provinciaux de formation des services publics d'incendie" sont remplacés par les mots "centres de formation pour la sécurité civile";

2<sup>o</sup> dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "de la conclusion d'une convention avec le SPF Intérieur" sont abrogés;

3<sup>o</sup> l'article est complété par les §§ 2 à 5, rédigés comme suit :

"§ 2. Des subsides peuvent être octroyés pour le financement de l'infrastructure, du matériel et du support pédagogique relatifs aux formations des membres des services publics de secours.

Ces subsides peuvent être accordés aux centres de formation pour la sécurité civile agréés à condition qu'ils aient conclu une convention avec l'État fédéral.

Le Roi détermine le contenu minimal de cette convention ainsi que les conditions complémentaires et les modalités d'octroi des subsides.

§ 3. Des subsides peuvent être octroyés pour couvrir tous les coûts d'une formation déterminée autre que les formations visées au § 1<sup>er</sup>, pour répondre aux besoins de formation constatés et aux nouvelles évolutions. Le Roi fixe les conditions d'octroi, aux centres de formation pour la sécurité civile agréés, de ces subsides.

§ 4. Le Roi fixe la clé de répartition des subsides visés aux §§ 2 et 3 entre les centres de formation pour la sécurité civile agréés.

La clé de répartition tient compte des critères suivants :

1<sup>o</sup> le chiffre de la population;

2<sup>o</sup> la superficie;

3<sup>o</sup> le nombre de pompiers;

4<sup>o</sup> le nombre d'élèves subventionnés pour les formations de brevet.

§ 5. Le Roi fixe les conditions de partenariats entre les centres de formation pour la sécurité civile agréés en vue de spécialiser et d'optimiser la formation et le fonctionnement des centres."

**Art. 130.** Le présent chapitre produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**TITRE V.** — *Modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire*

**Art. 131.** A l'article 38 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, modifié par la loi du 27 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> la phrase introductive de l'alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacée par ce qui suit :

"Sans préjudice des autres limitations par ou en vertu d'une loi, l'exercice du mandat de président ou d'administrateur auprès de l'Agence, ou auprès de tout organisme ou entité auquel l'Agence fait appel sur la base de l'article 28, est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :";

**Art. 128.** In artikel 224, eerste lid, van dezelfde wet wordt het 5<sup>o</sup> opgeheven.

**HOOFDSTUK 2.** — *Wijzigingen van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming - Subsidiën aan de provinciale opleidingscentra voor de financiering van infrastructuur, materieel en pedagogische ondersteuning*

**Art. 129.** In artikel 12/1, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, ingevoegd bij de wet van 29 december 2010, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> In § 1, eerste lid, worden de woorden "provinciale opleidingscentra voor de openbare hulpdiensten" vervangen door de woorden "opleidingscentra voor de civiele veiligheid";

2<sup>o</sup> In paragraaf 1, tweede lid worden de woorden "het sluiten van een overeenkomst met de FOD Binnenlandse Zaken" opgeheven;

3<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met de §§ 2 tot 5, luidende :

"§ 2. Subsidiën kunnen toegekend worden voor het financieren van infrastructuur, materieel en pedagogische ondersteuning van de opleidingen voor de leden van de openbare hulpdiensten.

Deze subsidiën kunnen worden toegekend aan de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid op voorwaarde dat zij een overeenkomst gesloten hebben met de Federale Staat.

De Koning bepaalt de minimale inhoud van deze overeenkomst evenals de bijkomende voorwaarden en nadere regels voor toekenning van de subsidiën.

§ 3. Subsidiën kunnen toegekend worden om alle kosten van een bepaalde opleiding andere dan de opleidingen bedoeld in § 1, te dekken, om tegemoet te komen aan vastgestelde opleidingsbehoeften en nieuwe evoluties. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de toekenning aan de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid van deze subsidiën.

§ 4. De Koning stelt de verdeelsleutel vast voor de subsidiën, bedoeld in de §§ 2 en 3, tussen de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid.

De verdeelsleutel houdt rekening met de volgende criteria :

1<sup>o</sup> het bevolkingscijfer;

2<sup>o</sup> de oppervlakte;

3<sup>o</sup> het aantal brandweerlieden;

4<sup>o</sup> het aantal gesubsidieerde leerlingen voor brevet-opleidingen.

§ 5. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de samenwerking tussen de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid teneinde de opleiding en de functionering van de centra te specialiseren en te optimaliseren."

**Art. 130.** Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

**TITEL V.** — *Wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle*

**Art. 131.** In artikel 38 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, gewijzigd bij de wet van 27 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

"Zonder afbreuk te doen aan de andere beperkingen door of krachtens een wet, is de uitoefening van het mandaat van voorzitter of bestuurder bij het Agentschap, of bij elke andere instelling of entiteit waarop het Agentschap beroep doet op grond van artikel 28, onverenigbaar met het mandaat of de functies van :";

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, le “.” est remplacé par un “;”;

3° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par le 8° rédigé comme suit :

“8° président ou membre du conseil d'administration auprès de tout établissement soumis au contrôle de l'Agence, à l'exception des universités et des écoles supérieures qui n'ont pas d'intérêt direct aux missions de l'Agence, ainsi qu'à l'exception de toute entité juridique spécialement créée par l'Agence sur la base de l'article 28.”;

4° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

“Un membre du personnel de l'Agence ne peut être membre du conseil d'administration d'un organisme soumis au contrôle de l'Agence.”.

**TITRE VI. — Modifications de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales**

**Art. 132.** Dans l'article 3, 3°, dernier tiret, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, les mots “le signal C3” sont remplacés par les mots “les signaux C3 et F103”.

**Art. 133.** L'article 21, § 4, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“§ 4. Les infractions visées à l'article 3, 3°, ne peuvent être constatées que par les personnes suivantes :

1° les personnes visées à l'article 20;

2° les agents communaux visés à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, 1°;

3° les membres du personnel des régies communales autonomes dont les activités sont limitées à la constatation des infractions dépenalisées en matière de stationnement ainsi qu'aux infractions visées à l'article 3, 3°, et qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal;

4° les membres du personnel de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, visée à l'article 25 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal.”.

**Art. 134.** Dans l'article 33, alinéa 4, de la même loi, les mots “à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>” sont remplacés par les mots “à l'article 21, § 4, 2° à 4°”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances,

Mme J. MILQUET

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

—————  
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants :*

53-3113 - 2013/2014 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Annexes.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Amendements.

N° 7 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

*Compte rendu intégral :* 5 décembre 2013.

*Documents du Sénat :*

5-2385 - 2013/2014 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

2° in het eerste lid, 7°, wordt het “.” vervangen door een “;”;

3° het eerste lid wordt aangevuld met het 8° luidende :

“8° voorzitter of lid van de raad van bestuur bij een instelling die aan het toezicht van het Agentschap wordt onderworpen, met uitzondering van de universiteiten en hogescholen die geen rechtstreeks belang hebben bij de opdrachten van het Agentschap en met uitzondering van de juridische entiteiten die het Agentschap speciaal heeft opgericht op grond van artikel 28.”;

4° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

“Een personeelslid van het Agentschap kan geen lid van de raad van bestuur zijn van een instelling die onder het toezicht van het Agentschap staat.”.

**TITRE VI. — Wijzigingen van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties**

**Art. 132.** In artikel 3, 3°, laatste streepje, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties worden de woorden “verkeersbord C3” vervangen door de woorden “de verkeersborden C3 en F103”.

**Art. 133.** Artikel 21, § 4, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

“§ 4. De in artikel 3, 3°, bedoelde inbreuken kunnen alleen worden vastgesteld door de volgende personen :

1° de in artikel 20 bedoelde personen;

2° de in artikel 21, § 1, 1°, bedoelde gemeenteamttenaren;

3° de personeelsleden van de autonome gemeentebedrijven wier activiteiten beperkt zijn tot het vaststellen van de gedepenaliseerde parkeerovertredingen, alsook tot de in artikel 3, 3°, bedoelde inbreuken, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld;

4° de personeelsleden van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap als bedoeld in artikel 25 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld.”.

**Art. 134.** In artikel 33, vierde lid, van dezelfde wet, worden de woorden “in artikel 21, § 1, 1<sup>o</sup>” vervangen door de woorden “in artikel 21, § 4, 2° tot 4°”.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minster en Minister van Binnenlandse Zaken en  
Gelijke Kansen,

Mevr. J. MILQUET

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

—————  
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

53-3113 - 2013/2014 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Bijlagen.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Amendementen.

Nr. 7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal verslag :* 5 december 2013.

*Stukken van de Senaat :*

5-2385 - 2013/2014 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat.